

## ACTIVITE FORTE, RESULTATS SOLIDES

### DONNÉES PUBLIÉES ET SOUS-JACENTES GCA ET CREDIT AGRICOLE S.A. T1-2021 Très bons résultats, activité dynamique par rapport à un T1-20 pré-crise

	GROUPE CRÉDIT AGRICOLE		CRÉDIT AGRICOLE S.A.	
	Publié	Sous-jacent	Publié	Sous-jacent
Revenus	<b>9 049 m€</b> +8,2% T1/T1	<b>9 082 m€</b> +8,4% T1/T1	<b>5 493 m€</b> +5,6% T1/T1	<b>5 508 m€</b> +7,2% T1/T1
Charges hors FRU	<b>- 5 505 m€</b> -0,8% T1/T1	<b>- 5 501 m€</b> +0,4% T1/T1	<b>- 3 197 m€</b> -1,8% T1/T1	<b>- 3 193 m€</b> -0,0% T1/T1
FRU	<b>- 467 m€</b> +2,8% T1/T1	<b>- 652m€</b> +43,4% T1/T1	<b>- 380 m€</b> +5,6% T1/T1	<b>- 510 m€</b> +41,7% T1/T1
Résultat Brut d'Exploitation	<b>3 078 m€</b> +30,2% T1/T1	<b>2 930 m€</b> +19,8% T1/T1	<b>1 916 m€</b> +20,8% T1/T1	<b>1 805 m€</b> +14,0% T1/T1
Coût du risque	<b>-537 m€</b> -42,3% T1/T1	<b>-537 m€</b> -42,3% T1/T1	<b>- 384 m€</b> -38,2% T1/T1	<b>-384 m€</b> -38,2% T1/T1
RNPG	<b>1 754 m€</b> +93,2% T1/T1	<b>1 599 m€</b> +63,0% T1/T1	<b>1 045 m€</b> +63,9% T1/T1	<b>932 m€</b> +43,1% T1/T1
Coex (hors FRU)	<b>60,8%</b> -5,5 pp T1/T1	<b>60,6%</b> -4,8 pp T1/T1	<b>58,2%</b> -4,4 pp T1/T1	<b>58,0%</b> -4,2 pp T1/T1

### DONNÉES SOUS-JACENTES Crédit Agricole S.A. T1 2021

Résultat net part du Groupe en forte hausse : +43,1% T1/T1 à 932 m€ ;

Résultat brut d'exploitation hors FRU : +19,1% T1/T1 à 2 314 m€ ;

Coefficient d'exploitation hors FRU : 58,0% (-4,2 pp T1/T1)

Coût du risque en baisse à -384 m€, après une forte hausse du provisionnement en 2020

### Solvabilité solide

	GROUPE CRÉDIT AGRICOLE	CRÉDIT AGRICOLE S.A.
CET1 phasé	<b>17,3%</b> +0,1 pp mars/déc. +8,4 pp au-dessus du SREP	<b>12,7%</b> -0,4 pp mars/déc. +4,8 pp au-dessus du SREP
	<b>19,7 Mds€</b> stock de provisions fin mars 21	<b>Taux NPL stable 3,2%, taux couverture en hausse 72%</b> <b>Débouclage de 15% du switch</b>

### Mobilisation du Groupe pour protéger, relancer et transformer l'économie

GROUPE CRÉDIT AGRICOLE	CRÉDIT AGRICOLE S.A.
<b>PGE : 35,2 Mds€</b> en France et Italie <b>Moratoires : 0,7 Md€</b> en France et <0,5 Md€ en Italie	<b>CAA 1<sup>er</sup> contributeur assureur</b> aux prêts participatifs relance : <b>2,25 Mds€</b>
<b>+5,0%</b> encours crédit hors PGE CR <b>Hausse des parts de marché</b> crédit habitat et entreprise des CR	<b>+3,4%</b> encours crédit hors PGE LCL
<b>1<sup>er</sup> financeur privé et investisseur</b> instit dans les ENR en France	<b>+11%</b> encours de financements des énergies renouvelables en 2020
	<b>1<sup>ère</sup> banque</b> à lancer une plateforme ESG

---

## FAITS MARQUANTS Poursuite des initiatives de développement en Europe

---

- **Crédit Agricole Italia va renforcer sa part de marché sur le Nord de l'Italie avec le succès de l'offre publique d'achat sur CreVal (acceptation 91,2%, pour un prix de 12,27 euros par action payé par CAI)**
- **Entrée d'Amundi en négociations exclusives avec Société Générale pour acquérir Lyxor, pour atteindre 14% de part du marché ETF, en croissance, en Europe.**

### **Dominique Lefebvre,**

Président de la SAS Rue La Boétie et Président du Conseil d'administration de Crédit Agricole S.A.

*« Tous les collaborateurs du Groupe sont mobilisés pour protéger l'économie pendant la crise, et pour soutenir la relance. Et nous tenons nos engagements sur les transformations sociétales. 1<sup>ère</sup> banque à s'engager sur une sortie totale du charbon thermique en 2040, nous sommes aussi la première banque à lancer une plateforme ESG notamment pour mesurer le mix des expositions énergétiques de toutes nos activités. »*

### **Philippe Brassac,**

Directeur général de Crédit Agricole S.A.

*« La performance du premier trimestre est le fruit de l'engagement exceptionnel des équipes pour soutenir les clients. Le Groupe déroule son modèle de développement, centré fondamentalement sur la croissance organique, complétée par de multiples coopérations sur nos métiers et d'éventuelles opérations externes ciblées. Dans un contexte de reprise et de retour de la compétition internationale, le Groupe est déterminé à soutenir la relance ».*

# Groupe Crédit Agricole

## Mobilisation du Groupe pour protéger l'économie, soutenir la relance, et accompagner les transformations sociétales

### Mobilisation du Groupe pour protéger l'économie pendant la crise

Fort de sa position de capital et de son modèle résilient, depuis le début de la crise sanitaire, le Groupe est totalement mobilisé pour soutenir ses clients à traverser la crise et protéger les clients les plus vulnérables.

Depuis la mise en place des **Prêts garantis par l'Etat** le 25 Mars 2020, le Groupe a répondu à 220 000 demandes de clients professionnels et entreprises en France, pour un total de 32,3 milliards d'euros<sup>1</sup>, soit près de 27% de l'ensemble des PGE demandés en France. Avec un taux d'acceptation supérieur à 97%, le Groupe accompagne ses clients dans tous ses territoires via ses différentes banques de proximité (trois quarts des demandes des PGE sont traitées dans les Caisses régionales<sup>2</sup>). L'exposition totale nette du Groupe sur les PGE s'établit à 3,1 milliards d'euros en France<sup>3</sup> (périmètre LCL, Caisses régionales, CACIB) et seul un faible taux des PGE est aujourd'hui classifié en *Stage 3* (2,0%<sup>4</sup> à fin mars 2021). Depuis deux trimestres, on observe un ralentissement de la croissance des PGE en France (+2,5% des encours de PGE par rapport au 15 janvier 2021). En Italie, où CA Italia a accordé 2,8 milliards d'euros de PGE à 40 000 clients, le rythme reste toutefois soutenu (+16,7% par rapport à décembre 2020).

En parallèle, le Groupe continue de soutenir l'économie par des **moratoires** sur les remboursements de crédits, notamment pour les clients entreprises et professionnels, dont l'activité est impactée par les conséquences économiques de la crise sanitaire. Après un plus haut de plus de 552 000 pauses accordées, pour 4,2 milliards d'euros d'échéances reportées en juin 2020, au 9 avril 2021, 93 000 pauses sont toujours actives dans les Caisses régionales et chez LCL, correspondant à environ 0,7 milliard d'euros d'échéances reportées (dont 68% pour les clients professionnels et entreprises et 32% aux ménages et dont 87% dans les Caisses régionales et 13% chez LCL<sup>5</sup>). Ceci correspond à un capital restant dû de 10,1 milliards d'euros en France. En Italie, 42 000 pauses accordées sont toujours actives, représentant moins de 0,5 milliard d'euros d'échéances reportées<sup>6</sup>. Moins de 2%<sup>7</sup> des moratoires des Caisses régionales et LCL sont classés en *Stage 3*. Et plus de 98%<sup>8</sup> des pauses échues ont vu leurs paiements reprendre pour les clients des Caisses régionales et de LCL. Il en est de même chez CACF pour 98% des pauses échues chez les clients *Retail et Corporates*.

Engagé en faveur d'une transition juste, c'est-à-dire favorisant la cohésion sociale, le Groupe continue de déployer sa démarche d'inclusion sociale et de protéger les clients vulnérables, s'appuyant sur des dispositifs dédiés et adaptés mis en place par chacun des métiers : Les « Points Passerelle » au sein des Caisses régionales, « LCL Parenthèse », les « Agences accompagnement des clients » chez CACF. Ainsi, 11 000 clients fragiles ont été accompagnés via les Points passerelle et 2 300 microcrédits personnels leur ont été octroyés en 2020. CAA a soutenu 170 projets locaux dans le cadre de son programme d'inclusion portant sa dotation à près de 2,5 millions d'euros en 2020. Enfin, la Fondation Grameen, mobilisée dans 39 pays auprès de 75 institutions de microfinance et 12 entreprises à impact social, voit ses encours s'établir à 81,2 millions d'euros en 2020.

<sup>1</sup> Montants de PGE demandés (Caisses régionales, LCL et CACIB) au 09/04/2021, taux d'acceptation de 97,3%.

<sup>2</sup> Répartition en nombre de demandes de clients. Répartition en montants : 62% pour les Caisses régionales, 30% pour LCL et 8% pour CACIB.

<sup>3</sup> Données février 2021

<sup>4</sup> Périmètre Caisses régionales, LCL, CACIB, CA Italia

<sup>5</sup> En montant d'échéances reportées

<sup>6</sup> Les moratoires non échus de CA Italia correspondent à 5,8 milliards d'euros de capital restant dû, les moratoires échus de CA Italia correspondent à 4,1 milliards d'euros de capital restant dû sur lequel la part non performing est de 0,9%

<sup>7</sup> Donnée mars 2021 sur la base des moratoires EBA Compliant. Calcul sur la base du capital restant dû

<sup>8</sup> Représente la part des prêts ayant été mis en pause, dont la pause est échue et dont les paiements ont repris. Périmètre des clients entreprises, professionnels et agriculteurs, dans les Caisses régionales. Inclus LCL.

## Le Groupe est déterminé à soutenir la relance, dans un contexte de reprise et de retour de la compétition internationale

Le Groupe contribue activement à la reprise économique, notamment en s'engageant à distribuer les Prêts Participatifs « Relance » auprès de nos clients sur l'ensemble de nos territoires. Ces prêts, distribués par les banques, dont les réseaux du Crédit Agricole, s'assimilent à des quasi-fonds propres et contribueront à soutenir les créations d'emplois et les investissements en permettant aux entreprises de financer leur développement en sortie de crise sanitaire. Le groupe Crédit Agricole a entamé une vaste revue de sa clientèle afin d'identifier les entreprises à potentiel éligibles aux Prêts Participatifs « Relance ». Selon les premières estimations, près de 45 000 PME et ETI clientes des Caisses régionales et 8 500 de LCL sont concernées. Elles sont actuellement contactées de manière proactive par leur chargé d'affaire Entreprises. Des *webinars* et une campagne d'information viennent compléter ce dispositif de sensibilisation. Le Prêt Participatif Relance complète le panel de solutions que le Crédit Agricole propose à ses clients depuis le début de la crise sanitaire. Outre les moratoires et prêts garantis par l'Etat distribués depuis mars 2020, le Groupe s'appuie sur la complémentarité de ses expertises pour soutenir la relance.

Amundi, Crédit Agricole CIB, IDIA Capital Investissement et les sociétés de capital investissement en région des 39 Caisses régionales sont particulièrement mobilisés sur le volet accompagnement en capital. Crédit Agricole Assurances est engagé dans le financement des Prêts Participatifs Relance à hauteur de 2,25 milliards d'euros sur une première levée de fonds de 11 milliards d'euros, et Amundi dans la gestion du véhicule qui portera ces prêts. Le dispositif global mis en place par l'Etat devrait permettre de lever 20 milliards d'euros auprès d'investisseurs institutionnels français et internationaux (14 milliards d'euros pour les Prêts Participatifs Soutenus par l'Etat - PPSE et 6 milliards d'euros pour les Obligations Subordonnées Soutenues par l'Etat - OSSE).

Par ailleurs, **l'activité dynamique du Groupe Crédit Agricole témoigne de la mobilisation des collaborateurs au service de la reprise économique.** L'activité de paiements est en forte progression (stock de contrats de paiements mobiles au sein des Caisses régionales : +54% sur le premier trimestre 2021). Les encours hors PGE sont en forte hausse (+4,7% dont +5,0% pour les Caisses régionales et +3,4% pour LCL) et les parts de marché des Caisses régionales continuent de progresser sur le crédit habitat (+0,33 point de pourcentage décembre 2021/décembre 2020) et le crédit entreprises (+0,37 point de pourcentage décembre 2021/décembre 2020).

## Le Groupe tient ses engagements sur les transformations sociétales

Dans le cadre des piliers humains et sociétaux de son Projet de Groupe, le Groupe accompagne les transitions sociétales demandées et vécues par ses clients. Le Groupe est ainsi passé de la RSE au pilotage généralisé des impacts. Il a défini une stratégie climat innovante en juin 2019, qui se décline par une gouvernance forte, par une pleine intégration des enjeux de la transition énergétique dans la relation avec ses clients, et par une réallocation progressive des portefeuilles de financement et d'investissement.

Ainsi, en interne, le Groupe s'appuie sur une politique de Ressources Humaines ambitieuse et reconnue comme telle. Le Groupe est le premier employeur privé de France<sup>9</sup> et 30 % des recrutements effectués en 2020 concernaient des candidats de moins de 30 ans. Le Groupe a agi pour renforcer la féminisation de son corps dirigeant et s'appuie ainsi en 2020 sur un comité exécutif au niveau de Crédit Agricole S.A. et des instances dirigeantes des entités du Groupe composés respectivement à 25% et 24<sup>10</sup>% de femmes. Avec plus de la moitié des collaborateurs travaillant à l'étranger, l'internationalisation des viviers de talents est un enjeu majeur pour le Groupe. Un objectif de 20 % de la relève "internationale" dans les plans de succession à horizon 2022 a été fixé et ce critère a été intégré aux indicateurs de pilotage de notre Projet Humain.

<sup>9</sup> Source Challenge mars 2021

<sup>10</sup> Cible 30% en 2022

La stratégie climat innovante au niveau du Groupe passe tout d'abord par une gouvernance dédiée, avec trois comités faïtières : un comité Groupe projet sociétal, qui veille à la mise en œuvre des engagements sociétaux du groupe et à la cohérence de la stratégie ESG qui s'appuie sur les travaux d'un comité scientifique composé de 12 experts indépendants et reconnus dans leur domaine et sur un comité opérationnel de suivi de la stratégie climat.

Par ailleurs, Crédit Agricole attache une grande importance à la transparence. En 2019, le Groupe a pris l'engagement de communiquer régulièrement sur l'exposition au charbon de ses portefeuilles de financements/ investissements et a confié la certification de la mise en œuvre de sa stratégie climat à un organisme tiers indépendant. Pour la première fois cette année, les mix des encours de financements et d'investissements énergétiques de Amundi, LCL, CAA et CACIB ont été présentés dans le Document d'enregistrement Universel 2020<sup>11</sup>.

Crédit Agricole a par ailleurs innové en 2020, en étant la 1<sup>ère</sup> banque à se doter d'une plateforme de reporting extra-financière, couvrant l'intégralité du périmètre du Groupe. Unique en son genre, cette plateforme permet de collecter des données extra-financières externes et internes afin de calculer les principaux indices d'impact sociétaux pour toutes les entités du Groupe. A partir de données publiques, elle permet également de générer une note de transition climatique pour les entreprises cotées.

Le Groupe a pleinement intégré la transition climatique au cœur de la relation client et déploie dès le premier trimestre la note de transition climatique qui lui permet de mesurer et d'accompagner 8 000 entreprises cotées dans leur dynamique de transformation chez CACIB et Amundi. Cet outil sera par la suite adapté aux ETI et PME du Groupe. De nouvelles solutions d'investissements ont également été mises en place pour nos clients, comme la gamme LCL Placement Impact Climat, ou encore le fonds Amundi énergies vertes, qui est le premier fonds de transition climatique éligible aux contrats d'assurance-vie investissant directement dans des infrastructures vertes. Amundi a par ailleurs vu ses encours liés à des initiatives en faveur de la transition climatique et de la croissance verte croître de 80% pour atteindre 22 milliards d'euros en 2020. Amundi a lancé en ce début d'année, le premier fonds obligataire pour une « transition juste ».

Enfin, la stratégie climat de Crédit Agricole passe par une réallocation des portefeuilles de financements et d'investissements au bénéfice de la transition climatique. Crédit Agricole est aujourd'hui le premier investisseur institutionnel et le premier financeur privé des énergies renouvelables en France<sup>12</sup>. Ainsi, comme indiqué dans le Document d'enregistrement universel 2020 de Crédit Agricole S.A., les encours de financements des énergies renouvelables pour les grandes entreprises ont augmenté de +11% en 2020. C'est également le cas pour les encours de gestion d'actifs investis dans les énergies renouvelables (+22%). A noter que CAA a investi 1,4 milliard d'euros dans les énergies renouvelables. Crédit Agricole est par ailleurs la première banque à s'être engagée pour une sortie totale du charbon thermique à 2040 (avec une sortie de l'UE et de l'OCDE d'ici 2030). Les encours de financements aux grandes entreprises et les encours de gestion d'actifs dédiés au charbon ont réduit respectivement de -28% et -34% en 2020. Enfin, le Groupe continue de soutenir les PME en zone défavorisée, le secteur public de la santé et contribue au maintien du lien social avec la mise en place d'un cadre de référence pour les *social bonds* émis par Crédit Agricole S.A. A noter que CACIB a arrangé 12,2 milliards d'euros de *social bonds* en 2020 (10% de part de marché).

<sup>11</sup> Au sein de la Déclaration de performance extra-financière

<sup>12</sup> Source interne – données 2020



## Activité du Groupe

L'activité du Groupe a fortement progressé au cours de ce trimestre qui reste toujours marqué par les restrictions, grâce à la solidité et l'efficacité de son modèle de Banque universelle de proximité. La conquête brute est très forte : +469 000 clients au premier trimestre 2021 dont 430 000 clients en France et 39 000 clients en Italie. Sur un an, la hausse est tout aussi importante avec +1 565 000 nouveaux clients dont 1 438 000 clients en France et 127 000 clients en Italie. En outre, le fonds de commerce continue de progresser au premier trimestre 2021 pour le Groupe (+76 000 clients). L'intensité relationnelle est par ailleurs très bonne. 59,4% des clients<sup>13</sup> des Caisses régionales sont ainsi équipés d'au moins 4 univers de produits financiers<sup>14</sup>.

Dans ce contexte, les métiers du Groupe affichent un niveau d'activité très dynamique :

- La collecte nette de Crédit Agricole Assurances est en forte hausse (x2,2 entre le premier trimestre 2020 et le premier trimestre 2021 à 1,7 milliard d'euros) avec un niveau de collecte UC toujours en progression (+15,2% entre le premier trimestre 2020 et le premier trimestre 2021 à 2,0 milliards d'euros). L'activité en assurances dommages a également été dynamique ce trimestre (affaires nouvelles : +19,0% entre le premier trimestre 2020 et le premier trimestre 2021). En gestion d'actifs, Amundi a enregistré un niveau de collecte nette moyen long terme élevé ce trimestre (+9,8 milliards d'euros, hors *joint ventures*).
- En Banque de financement et d'investissement, CACIB affiche un très bon niveau d'activité en banque commerciale. Les revenus croissent de +10,7% entre le premier trimestre 2020 et le premier trimestre 2021, grâce notamment au maintien des performances sur les crédits syndiqués (#2 en France<sup>15</sup> et #4 en EMEA<sup>16</sup>). L'activité est aussi dynamique en financements structurés, avec une hausse des revenus de +8,8% entre le premier trimestre 2020 et le premier trimestre 2021, CACIB étant #3 mondial en Global Project Finance<sup>17</sup>. Enfin, les revenus ont crû en Banque de marché, sur l'activité FICC, de +13,5% entre le premier trimestre 2020 et le premier trimestre 2021.
- La production commerciale de CA-CF a été dynamique ce trimestre, avec une croissance de +4,2%<sup>18</sup> par rapport au premier trimestre 2020. Elle a été particulièrement dynamique au mois de mars, qui était quasiment au niveau du plus haut de 2019. Dans ce contexte, les encours gérés demeurent stables sur un an.
- En Banque de proximité, les encours de crédits progressent en France et en Italie (respectivement de +8,5% et de +5,2% entre fin mars 2020 et fin mars 2021). Les encours de crédits hors PGE sont également en forte hausse, de +4,7% ce trimestre en France. De la même façon, les encours de collecte progressent sensiblement en France et Italie ce trimestre, respectivement de +10,2% et de +10,7%.

## Résultats du Groupe

Au premier trimestre 2021, le **résultat net part du Groupe** publié du Groupe Crédit Agricole ressort à **1 754 millions d'euros**, contre 908 millions d'euros au premier trimestre 2020, soit une croissance significative de +93,2%. Les **éléments spécifiques** de ce trimestre ont eu un **effet net positif de 154 millions d'euros** sur le **résultat net part du Groupe**.

<sup>13</sup> Clients particuliers majeurs, taux quasi stable sur un

<sup>14</sup> Univers : comptes dépôts, épargne, crédits, assurances; cartes

<sup>15</sup> Source: Thomson Financial Q1 2021

<sup>16</sup> Source Refinitiv Q1 2021

<sup>17</sup> Source : refinitiv (Global Project Finance Loans Bookrunners)

<sup>18</sup> Hors CACF NL

Les **éléments spécifiques** de ce trimestre comprennent les éléments de volatilité comptable récurrents en produit net bancaire, à savoir le DVA (*Debt Valuation Adjustment*, soit les gains et pertes sur instruments financiers liés aux variations du spread émetteur du Groupe) pour +6 millions d'euros en résultat net part du Groupe, la couverture de portefeuille de prêts en Grandes Clientèles pour -5 millions d'euros en résultat net part du Groupe, la provision Epargne logement pour -25 millions d'euros en résultat net part du Groupe. A ces éléments récurrents, s'ajoutent la restitution du trop versé des contributions au titre du FRU sur les exercices 2016 à 2020 pour 185 millions d'euros, les coûts d'intégration de Kas Bank / Santander Securities Services pour -2 millions d'euros en résultat net part du Groupe et les pertes sur les activités de gestion de fortune à Miami et au Brésil en-cours de cession pour -5 millions d'euros au sein du métier Gestion de fortune. Au premier trimestre 2020, les éléments spécifiques avaient eu un **effet net, négatif de -73 millions d'euros sur le résultat net part du Groupe** et ils comprenaient les éléments de volatilité comptable récurrents en produit net bancaire (DVA) pour -14 millions d'euros, la couverture de portefeuille de prêts en Grandes clientèles pour +83 millions d'euros, les variations de provisions épargne logement pour -78 millions d'euros, les coûts d'intégration/ acquisition de Kas Bank et Santander Securities Services par CACEIS pour -2 millions d'euros, ainsi que l'impact des dons solidaires liés au Covid-19 pour -62 millions d'euros en charges d'exploitation.

Hors ces éléments spécifiques, le **résultat net part du Groupe sous-jacent<sup>19</sup> du Groupe Crédit Agricole** atteint **1 599 millions d'euros**, en hausse de +63,0% par rapport au premier trimestre 2020. Le résultat brut d'exploitation sous-jacent, enregistre à lui seul une forte croissance de +19,8% par rapport au premier trimestre 2020 et s'établit à 2 930 millions d'euros au premier trimestre 2021, bien qu'impacté par la contribution au FRU, à hauteur de 652 millions d'euros, en hausse de +43,5% par rapport à la contribution enregistrée au premier trimestre 2020, et en hausse de +16,0% par rapport à la contribution annuelle 2020<sup>20</sup>.

## Résultats consolidés du Groupe Crédit Agricole au T1-2021 et au T1-2020

En m€	T1-21 publié	Eléments spécifiques	T1-21 sous-jacent	T1-20 publié	Eléments spécifiques	T1-20 sous- jacent	Δ T1/T1 publié	Δ T1/T1 sous- jacent
<b>Produit net bancaire</b>	<b>9 049</b>	<b>(33)</b>	<b>9 082</b>	<b>8 366</b>	<b>(12)</b>	<b>8 378</b>	+8,2%	+8,4%
Charges d'exploitation hors FRU	(5 505)	(4)	(5 501)	(5 548)	(70)	(5 478)	(0,8%)	+0,4%
FRU	(467)	185	(652)	(454)	-	(454)	+2,8%	+43,4%
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>3 078</b>	<b>148</b>	<b>2 930</b>	<b>2 363</b>	<b>(82)</b>	<b>2 445</b>	<b>+30,2%</b>	<b>+19,8%</b>
Coût du risque de crédit	(537)	-	(537)	(930)	-	(930)	(42,3%)	(42,3%)
Coût du risque juridique	-	-	-	-	-	-	ns	ns
Sociétés mises en équivalence	94	-	94	91	-	91	+3,6%	+3,6%
Gains ou pertes sur autres actifs	13	-	13	5	-	5	x 2,4	x 2,4
Variation de valeur des écarts d'acquisition	-	-	-	-	-	-	ns	ns
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>2 648</b>	<b>148</b>	<b>2 500</b>	<b>1 530</b>	<b>(82)</b>	<b>1 612</b>	<b>+73,1%</b>	<b>+55,1%</b>
Impôt	(720)	11	(731)	(481)	7	(487)	+49,8%	+50,0%
Rés. net des activ. arrêtées ou en cours de cession	(6)	(5)	(1)	(0)	-	(0)	x 14,6	x 2,2
<b>Résultat net</b>	<b>1 921</b>	<b>153</b>	<b>1 768</b>	<b>1 048</b>	<b>(75)</b>	<b>1 124</b>	<b>+83,3%</b>	<b>+57,3%</b>
Intérêts minoritaires	(168)	1	(169)	(140)	2	(142)	+19,4%	+18,4%
<b>Résultat net part du Groupe</b>	<b>1 754</b>	<b>154</b>	<b>1 599</b>	<b>908</b>	<b>(73)</b>	<b>981</b>	<b>+93,2%</b>	<b>+63,0%</b>
<b>Coefficient d'exploitation hors FRU (%)</b>	<b>60,8%</b>		<b>60,6%</b>	<b>66,3%</b>		<b>65,4%</b>	<b>-5,5 pp</b>	<b>-4,8 pp</b>

<sup>19</sup> Sous-jacent, hors éléments spécifiques. Cf. plus de détails sur les éléments spécifiques en Annexes.

<sup>20</sup> Un complément de contribution au FRU avait été enregistré au deuxième trimestre 2020 à hauteur de 107 millions d'euros.

Au premier trimestre 2021, le **produit net bancaire sous-jacent** est en hausse de +8,4% par rapport au premier trimestre 2020, à 9 082 millions d'euros, grâce à un niveau d'activité très soutenu dans tous les métiers, en dépit du contexte sanitaire et qui, pour certains métiers, a rejoint les niveaux observés pré-crise. Les pôles Gestion d'épargne et Assurance et Grandes Clientèles affichent respectivement de très bons niveaux de croissance de leurs revenus +18,6% (+249 millions d'euros) et +11,9% (+177 millions d'euros), grâce à une activité dynamique mais aussi au redressement des marchés. Pour les Banques de proximité en France, les Caisses régionales enregistrent une forte hausse des revenus, de +9,9%, soit +320 millions d'euros, par rapport au premier trimestre 2020, notamment du fait de l'impact des revalorisations de marché sur les portefeuilles titres, LCL enregistre une hausse plus modeste, de +1,9%, des revenus ce trimestre. Les Services Financiers Spécialisés font preuve de résilience ce trimestre, le produit net bancaire sous-jacent diminuant de seulement -0,5% : CA-CF enregistre des revenus en baisse de -3,1% au premier trimestre 2021, mais ils sont stables à périmètre constant (+0,1%<sup>21</sup>) du fait de la stabilité des encours consolidés depuis un an, et malgré un niveau de production redevenu dynamique sur le premier trimestre 2021 ; CAL&F enregistre une forte croissance de ses revenus de +10,0%, bénéficiant d'un très bon niveau d'activité de crédit-bail en Pologne et en France. CA Italia enregistre une forte croissance de ses revenus ce trimestre (+9,8%), grâce à un fort dynamisme des commissions sur l'épargne gérée et les assurances ; à l'inverse, les Banques de Proximité à l'International hors Italie enregistrent un recul de leurs revenus de -11,5% (-29 millions d'euros), en raison de la baisse des taux directeurs en Egypte, Pologne et Ukraine intervenue au deuxième trimestre 2020, en reprise néanmoins depuis le troisième trimestre 2020.

Les **charges d'exploitation sous-jacentes hors fonds de résolution unique (FRU)** sont **stables** au premier trimestre 2021 par rapport au premier trimestre 2020 (+0,4%), pour s'établir à 5 501 millions d'euros. Les pôles Banques de proximité et Services financiers spécialisés affichent des baisses respectives -0,3% (-11 millions d'euros) et -4,9% (-17 millions d'euros). Les charges baissent dans le métier CACF de -6,6% ; à périmètre constant, hors l'effet du reclassement de CACF NL au titre de IFRS 5 en activité en cours de cession, elles baissent de -1,6%. Les charges augmentent de façon modérée sur la période dans le pôle Grandes clientèles à hauteur de +3,3% (+29 millions d'euros) en lien avec la hausse du provisionnement des rémunérations variables dans la BFI et des projets de développement chez CACEIS ; et dans le pôle Gestion de l'épargne et Assurances à hauteur de +2,1% (+16 millions d'euros), notamment sous l'effet périmètre lié à l'intégration de Sabadell AM et à la création de Amundi BOC et Fund Channel (+12 millions d'euros).

Au global, le Groupe affiche un **effet ciseau positif de +8,0 points de pourcentage** et enregistre une baisse du **coefficient d'exploitation sous-jacent hors FRU** de 4,8 points de pourcentage, celui s'établissant à 60,6% sur le premier trimestre 2021. La contribution au Fonds de résolution unique atteint 652 millions d'euros ce trimestre, en hausse de +43,4% par rapport au premier trimestre 2020. A noter que la restitution d'un trop versé sur les exercices 2016-2020 à hauteur de 185 millions d'euros a été comptabilisée ce trimestre et classée en éléments spécifiques. Tenant compte de cette restitution sur l'exercice 2020, la contribution au FRU aurait crû de +28% entre 2020 et 2021 (de 509 millions d'euros à 652 millions d'euros).

Le **résultat brut d'exploitation sous-jacent** affiche donc une hausse de +19,8% à 2 930 millions d'euros par rapport au premier trimestre 2020.

Le **coût du risque de crédit** est en forte baisse, à 537 millions d'euros (dont 147 millions d'euros de coût du risque de niveau 1 et 2 et 371 millions d'euros de coût du risque de niveau 3) contre 930 millions d'euros au premier trimestre 2020, et 919 millions d'euros au quatrième trimestre 2020, soit une baisse de -42,3% par rapport au premier trimestre 2020, et de -41,6% par rapport au quatrième trimestre 2020. Parmi les facteurs constituant la variation, seul le provisionnement pour risques avérés (niveau 3) augmente de +11% entre le quatrième trimestre 2020 et le premier trimestre 2021. La baisse du coût du risque est particulièrement marquée ce trimestre pour les Caisses Régionales (divisé par 1,9 par rapport au premier trimestre 2021 et divisé par 2,7 par rapport au quatrième trimestre 2020), pour la Banque de financement (-38,2% par rapport au premier trimestre 2020 et -30,0% par rapport au quatrième trimestre 2020) ainsi que pour CACF (-30,4% par rapport au premier trimestre 2020 et -11,0% par rapport au quatrième trimestre 2020). Elle est plus modérée pour LCL (-

<sup>21</sup> Hors CA-CF NL classé en IFRS 5 à partir du troisième trimestre 2020



17,9% par rapport au premier trimestre 2020 et -7,5% par rapport au quatrième trimestre 2020) et pour CA Italia (-13,6% par rapport au premier trimestre 2020 et -36,8% par rapport au quatrième trimestre 2020). La qualité des actifs est bonne : le taux de créances douteuses est stable à 2,3% à fin mars 2021 par rapport au niveau de fin décembre 2020, et le taux de couverture<sup>22</sup>, élevé, à 84,4%, se renforce encore ce trimestre (+0,5 point de pourcentage par rapport à fin décembre 2020). Le portefeuille de prêts est diversifié, plutôt orienté habitat (47% des encours bruts au niveau du Groupe) et entreprises (32% des encours bruts au niveau de Groupe). Le stock de provisions atteint 19,7 milliards d'euros à fin mars 2021, dont 35% portent sur les encours sains (Stages 1 & 2). Le stock de provisions est en hausse de +0,1 milliard d'euros par rapport à fin décembre 2020. Depuis le premier trimestre 2020, le contexte et les incertitudes liées à la conjoncture économique mondiale ont été pris en compte, en intégrant les effets attendus des mesures de soutien. Les niveaux de provisionnement ont été déterminés pour refléter la dégradation brutale de l'environnement, en tenant compte de **plusieurs scénarios économiques pondérés**, et en appliquant des ajustements forfaitaires sur les portefeuilles de la banque de proximité et sur les entreprises et compléments spécifiques sur des secteurs ciblés : tourisme, automobile, aéronautique, grande distribution textile, énergie. Plusieurs scénarios économiques pondérés ont été utilisés pour définir le provisionnement des encours sains. Ils sont inchangés par rapport à ceux présentés dans le DEU 2020, et incluent un scénario plus favorable (PIB à +7,1% en France en 2021, +2,7% en 2022) et un scénario moins favorable (PIB à +3,0% en France en 2021 et +4,8% en 2022).

Le **coût du risque sur encours<sup>23</sup> sur quatre trimestres glissants atteint 33 points de base**. Il atteint 22 points de base en vision trimestrielle annualisée<sup>24</sup>. Le coût du risque sur les Stages 1 & 2 s'élève à -147 millions d'euros, contre -398 millions d'euros au premier trimestre 2020 et -651 millions d'euros au quatrième trimestre 2020. Le coût du risque Stage 3 s'élève à -371 millions d'euros (contre -516 millions d'euros au premier trimestre 2020 et -334 millions d'euros au quatrième trimestre 2020).

Le **résultat avant impôt sous-jacent s'établit à 2 500 millions d'euros**, en hausse de +55,1% par rapport au premier trimestre 2020. Outre les variations explicitées ci-dessus, le résultat avant impôt sous-jacent intègre la contribution des sociétés mises en équivalence pour 94 millions d'euros (en hausse de +3,6%) ainsi que le résultat net sur autres actifs qui atteint +13 millions ce trimestre contre +5 millions d'euros au premier trimestre 2020, dont +10 millions d'euros pour les Caisses régionales liés notamment à la cession de Bankoa. La **charge d'impôt sous-jacente est en hausse de +50,0%** sur la période. Le taux d'impôt sous-jacent ressort à 30,4% en légère baisse par rapport au premier trimestre 2020 (32,1%). Au demeurant, le taux d'impôt est toujours peu représentatif en vision trimestrielle. Le résultat net sous-jacent avant déduction des minoritaires est en hausse de +57,3% pour s'établir à 1 768 millions d'euros. Les intérêts minoritaires augmentent de +18,4%, notamment du fait d'un changement en Assurances dans les modalités de comptabilisation des coupons des émissions de dettes subordonnées (RT1), sans impact sur le bénéfice net par action. Enfin, le résultat net part du Groupe sous-jacent, à 1 599 millions d'euros ressort en hausse significative par rapport au premier trimestre 2020 (+63,0%).

## Caisses régionales

En dépit du contexte sanitaire, **la dynamique commerciale des Caisses régionales** est très soutenue sur le premier trimestre 2021. En effet, celles-ci enregistrent un accroissement de leur fonds de commerce avec la conquête brute de +338 000 nouveaux clients sur la période, soit +14% par rapport au premier trimestre 2020 et un niveau proche du niveau pré-crise du premier trimestre 2019. En outre, l'intensité relationnelle avec les clients reste forte et à fin mars 2021, 59,4% des clients<sup>25</sup> sont équipés d'au-moins quatre univers de services bancaires<sup>26</sup>. Par

<sup>22</sup> Taux de provisionnement calculé avec en dénominateur les encours en "stage 3", et au numérateur la somme des provisions enregistrées en "stages" 1, 2 et 3

<sup>23</sup> Le coût du risque sur encours (en points de base) sur quatre trimestres glissants est calculé sur la base du coût du risque des quatre derniers trimestres auquel est rapporté la moyenne des encours de début de période des quatre derniers trimestres

<sup>24</sup> Le coût du risque sur encours (en point de base) annualisé est calculé sur la base du coût du risque du trimestre multiplié par quatre auquel est rapporté l'encours de début de période du trimestre

<sup>25</sup> Clients particuliers majeurs

<sup>26</sup> 5 univers de services bancaires : comptes dépôts, épargne, crédits, assurances et cartes

ailleurs, le Groupe continue à développer son modèle multicanal et le nombre de signatures en ligne enregistre une hausse de +80% sur un an.

Les **réalisations de crédits, hors prêts garantis par l'Etat** témoignent d'une dynamique commerciale très soutenue sur le premier trimestre 2021, puisqu'elles enregistrent une croissance de +3,4% par rapport au premier trimestre 2020 et de +10,6% par rapport au premier trimestre 2019. Les **encours de crédits** atteignent 570,8 milliards d'euros à fin mars 2021 (553,8 milliards d'euros hors PGE) en progression de 8,2% par rapport à fin mars 2020 (et +5,0% hors PGE). La hausse est forte sur les **crédits habitat** (+6,7%) qui atteignent 345,2 milliards d'euros ainsi que sur les **crédits accordés aux marchés spécialisés**<sup>27</sup> (+14,2% ; +2,4% hors PGE). Les encours de **collecte bilan** atteignent 527,2 milliards d'euros à fin mars 2021, en progression de +12,1% par rapport à fin mars 2020 et de +1,8% par rapport à fin décembre 2020, grâce au dynamisme des dépôts à vue qui atteignent 212,4 milliards d'euros, soit une hausse de +23,3% sur un an et de +2,4% sur le premier trimestre 2021. Les encours de **collecte hors-bilan** atteignent 277,6 milliards d'euros à fin mars 2021, en croissance de +6,7% sur un an : ils bénéficient notamment d'une croissance de 3,1% des encours d'assurance-vie (203,3 milliards d'euros à fin mars 2021), grâce aux valorisations de marché positives et à un très bon niveau de collecte brute (retour au niveau du premier trimestre 2019, déjà très haut) et notamment en contrats UC qui représentent 35,4% de la collecte brute du premier trimestre 2021, soit 1,9 fois celui du premier trimestre 2019<sup>28</sup> ; les encours liés aux titres et aux OPCVM augmentent respectivement de +20,1% et +14,3% sur un an, bénéficiant du redressement des marchés par rapport à fin mars 2020.

**Au premier trimestre 2021**, le **produit net bancaire** sous-jacent des Caisses régionales atteint 3 554 millions d'euros, en hausse de +9,9% par rapport au premier trimestre 2020. Celle-ci s'explique par les effets de marché positifs ainsi que par les conditions de refinancement favorables ; le niveau global des **commissions** est en retrait ce trimestre (-3,1%) du fait de la baisse des commissions sur incidents de paiement. Les **charges d'exploitation hors FRU**, à 2 267 millions d'euros restent bien maîtrisées sur la période (+0,6% par rapport au premier trimestre 2020) sous l'effet principal de la hausse des charges de personnel. La contribution au FRU atteint ce trimestre 141 millions d'euros, en hausse de 50,3% par rapport au premier trimestre 2020. Ainsi, le **résultat brut d'exploitation** sous-jacent ressort en hausse de +29,2% par rapport au premier trimestre 2020. Le **coût du risque** s'élève à -153 millions d'euros, en forte baisse (-50,1%) par rapport au premier trimestre 2020, qui intégrait des provisions importantes sur encours sains (*Stages 1&2*) liées à la crise sanitaire (176 millions d'euros) ; au premier trimestre 2021, le coût du risque sur *Stages 1&2* atteint 57 millions d'euros. Le coût du risque sur encours atteint 16 points de base sur quatre trimestres glissant et 11 points de base en trimestre annualisé sur le premier trimestre 2021, le taux de créances douteuse est en baisse pour s'établir à 1,7% (stable par rapport à fin décembre 2020) et le stock de provisions est à 10,0 milliards d'euros (stable par rapport à fin décembre 2020). Il en résulte un taux de couverture élevé, à 101,2% à fin mars 2021 (+0,4 point de pourcentage par rapport à fin décembre 2020), en légère hausse par rapport à fin décembre 2020 (100,9%). La contribution des Caisses régionales au **résultats net part du Groupe sous-jacent** du Groupe atteint ainsi 655 millions d'euros, il est multiplié par deux par rapport au premier trimestre 2020. En normes françaises, sans tenir compte des impacts positifs des revalorisations de marché, le résultat net ressort en hausse plus modérée de +18,0% par rapport au premier trimestre 2020.

La performance des autres métiers du Groupe Crédit Agricole est détaillée dans la partie Crédit Agricole S.A. de ce communiqué.

<sup>27</sup> Marchés spécialisés : entreprises, professionnels, agriculture, collectivités locales.

<sup>28</sup> Périmètre Predica

# Crédit Agricole S.A.

## Activité dynamique dans un T1-2021 toujours marqué par les restrictions

- **Dynamisme de la collecte nette MLT en gestion d'actifs (+9,8 Mds€) et de la collecte nette assurances (+1,7 Mds€, tiré par les UC : +2 Mds€)**
- **Positions de leader confortées en banque de financement et d'investissement** : crédits syndiqués (#2 France, #4 EMEA), financement de projets (#3 *Global project finance*), obligations (#1 France corporate bonds) et diversité des activités en Banque de marché
- **Dynamisme de la production commerciale chez CACF (+4,2% T1/T1)**
- **Forte croissance des encours de crédit chez LCL (+9,6% mars/mars, +3,4% hors PGE) et des encours de collecte (+10,1% mars/mars)**

## Résultat net part du Groupe en forte hausse, de +43,1% par rapport au T1-20

- **Hausse des revenus T1/T1 grâce à une activité dynamique dans tous les métiers ; génération régulière des revenus depuis 5 ans**
- **Stabilité des charges hors FRU** : hausse du FRU sous-jacente au T1 de 150 millions d'euros, mais réduction du FRU de 130 millions d'euros liée à la restitution d'un trop versé sur les exercices 2016-2020.
- **Hausse du résultat brut d'exploitation sous-jacent hors FRU +19,1% T1/T1**
- **Amélioration de l'efficacité** : coefficient sous-jacent hors FRU 58,0%, -4,2 pp T1/T1;

## Solvabilité solide

- **Position de capital très confortable** : CET1 CASA 12,7%, 4,8 pp au-dessus du SREP, baisse de -0,4 pp, dont -0,2 pp lié au débouclage de 15% supplémentaires du switch au 1<sup>er</sup> mars 2021, et dont -14 pb de provision de dividendes sur la base d'une politique de 50% de distribution.

## Deux initiatives de développement créatrices de valeur en Europe :

**Amundi a annoncé le 7 avril 2021 être entré en négociation exclusive avec Société Générale en vue d'acquérir Lyxor pour un prix en numéraire de 755 millions d'euros hors capital excédentaire<sup>29</sup>.** Avec cette opération, Amundi deviendrait le leader européen de la gestion des ETF, avec 142 milliards d'euros d'encours combinés, soit une part de marché de 14% en Europe. Les activités de Lyxor acquises représentent 124 milliards d'euros d'encours. Lyxor est l'un des acteurs majeurs sur le marché des ETF (77 milliards d'euros d'encours<sup>30</sup>, 3<sup>e</sup> acteur en Europe avec une part de marché de 7,4%<sup>31</sup>) et dispose d'expertises reconnues en gestion active (47 milliards d'euros), notamment à travers sa plateforme de gestion alternative de premier plan<sup>32</sup>. Compte tenu d'un potentiel de synergies élevé, cette transaction, conforme à la discipline financière d'Amundi serait fortement créatrice de valeur, avec un retour sur investissement supérieur à 10% à horizon 3 ans sur la base des seules synergies de coûts<sup>33</sup>. L'impact estimé sur le CET1 de Crédit Agricole S.A de l'opération est limité à environ -15 points de base au closing attendu au premier trimestre 2022.

**CA Italia a annoncé le 23 avril 2021 le succès de l'offre publique volontaire pour la totalité des actions de Credito Valtellinese (CreVal).** CA Italia a acquis 91,2% des titres CreVal pour 785 millions d'euros soit 12,27 euros par action et renforce ainsi sa position comme 6<sup>ème</sup> banque d'Italie par le total des actifs clients (actifs sous gestion et sous conservation - AuM et AuC)<sup>34</sup> et double sa part de marché en Lombardie (de 3% à plus de 6%<sup>35</sup>). Cette opération sera fortement créatrice de valeur, avec un retour sur investissement supérieur à 10% à horizon 3 ans sur la base des seules synergies de coûts et de coûts de refinancement. L'impact CET1 de l'opération reste limité,

<sup>29</sup> 825 millions d'euros avec capital excédentaire

<sup>30</sup> Au 31 décembre 2020

<sup>31</sup> Source : Amundi ; Lyxor ; ETFGI, fin décembre 2020

<sup>32</sup> Plateformes d'investissement en actifs alternatifs liquides (fonds UCITS notamment) pour des banques privées et des gestionnaires d'actifs

<sup>33</sup> ROI supérieur à 13% avec les synergies de revenus

<sup>34</sup> Source: données de la société pour les neuf premiers mois de 2020 ou dernières informations publiques disponibles et estimations internes Note: l'échantillon comprend Crédit Agricole Italia, Credito Valtellinese, Intesa Sanpaolo (pro formapour la cession de la continuité d'exploitation à BPER), UniCredit (Banque Commerciale pour les AuM+AuC et les clients), Banco BPM, Banca Monte dei Paschi di Siena, ICCREA, BPER (pro formapour l'acquisition de la continuité d'exploitation), BNL, Credem, Banca Popolare di Sondrio, Carige

<sup>35</sup> données de la société (chiffres de Crédit Agricole Italia pour les neufs premiers mois de 2020 et chiffres de Credito Valtellinese pour l'exercice 2019)

s'établissant autour de -20 points de base pour Crédit Agricole S.A.<sup>36</sup>. Crédit Agricole Italia a l'intention de retirer CreVal de la cote et de procéder à une fusion complète en 2022<sup>37</sup>.

Le Conseil d'administration de Crédit Agricole S.A., réuni sous la présidence de Dominique Lefebvre le 6 mai 2021, a examiné les comptes du premier trimestre 2021.

## Activité

**Les métiers de Crédit Agricole S.A.** ont enregistré un très bon niveau d'activité au cours de ce premier trimestre 2021, qui reste toujours marqué par les restrictions :

- La collecte nette de Crédit Agricole Assurances est en forte hausse (x2,2 au premier trimestre 2021 par rapport au premier trimestre 2020, à 1,7 milliard d'euros) avec un niveau de collecte UC toujours en progression (+15,2% ce trimestre à 2,0 milliards d'euros). Le taux d'UC dans la collecte brute reste très élevé à 40,7%, stable sur un an. L'activité en assurances dommages a également été dynamique ce trimestre. Les affaires nouvelles ont crû de +19,0% au premier trimestre 2021 par rapport au premier trimestre 2020, et l'équipement<sup>38</sup> continue de se développer : 25,9% pour LCL (+0,7 point de pourcentage par rapport au premier trimestre 2020) et 17,7% pour CA Italia (+2,0 point de pourcentage). En gestion d'actifs, Amundi a enregistré un niveau de collecte nette moyen long terme élevé ce trimestre (+9,8 milliards d'euros, hors *joint ventures*) et les encours sont en hausse sur un an (+14,9% à 1 755 milliards d'euros fin mars 2021, y compris intégration de Sabadell AM<sup>39</sup>).
- En Banque de financement et d'investissement, CACIB affiche un très bon niveau d'activité en Banque commerciale. La croissance des revenus était de +10,7% au premier trimestre 2021 par rapport au premier trimestre 2020 et de +16,7% hors effet change, grâce notamment au maintien des performances sur les crédits syndiqués (#2 en France et #4 en EMEA<sup>40</sup>). Le niveau d'activité est aussi élevé en financements structurés, avec une croissance des revenus de +8,8% par rapport au premier trimestre 2020 et de +12,6% hors effet change sur la plupart des lignes-produit (#3 Global Project Finance). L'activité en banque de marché est aussi très bonne, les revenus de FICC augmentant de +13,5% ce trimestre, le premier trimestre 2021 s'établissant comme le meilleur premier trimestre depuis 2016, portés par les activités non linéaires, primaire obligataire et titrisation. Les bonnes positions (#1 All French Corporate bonds) sont maintenues, et le profil de risque reste prudent (VaR à 6 m€ au 31 mars 2021)
- La production commerciale de CA-CF a été dynamique (+4,2%<sup>41</sup> au premier trimestre 2021 par rapport au premier trimestre 2020), notamment au mois de mars, qui était quasiment au niveau du plus haut de 2019. Dans ce contexte, les encours gérés demeurent stables sur un an.
- En Banque de proximité, les encours de crédits progressent. La progression est de +9,6% pour LCL par rapport à fin mars 2020, portée par les professionnels +11,4%, et de +5,2% pour CA Italia qui présente une forte dynamique sur tous les segments. Les encours de crédits hors PGE sont également en forte hausse (+3,4% pour LCL). De la même façon, les encours de collecte progressent sensiblement : +10,1% pour LCL tirée par les DAV particuliers (+14% mars/mars) et les DAV professionnels-entreprises (+49% mars/mars) et +10,7% pour CA Italia.

<sup>36</sup> Avant analyse détaillée du PPA

<sup>37</sup> Les résultats de Creval seront intégrés à ceux de Crédit Agricole SA dès le deuxième trimestre 2021

<sup>38</sup> Assurances automobile, MRH, santé, juridique, tous mobiles/portables ou GAV

<sup>39</sup> Sabadell AM est intégré dans le périmètre consolidé de Amundi depuis le 01/07/2020 avec des encours de 20,7 Mds€

<sup>40</sup> Source: Thomson Financial Q1 2021

<sup>41</sup> Hors CACF NL



## Résultats

### Résultats consolidés de Crédit Agricole S.A. au T1-2021 et au T1-2020

En m€	T1-21 publié	Eléments spécifiques	T1-21 sous- jacent	T1-20 publié	Eléments spécifiques	T1-20 sous-jacent	Δ T1/T1 publié	Δ T1/T1 sous- jacent
<b>Produit net bancaire</b>	<b>5 493</b>	<b>(15)</b>	<b>5 508</b>	<b>5 200</b>	<b>63</b>	<b>5 137</b>	<b>+5,6%</b>	<b>+7,2%</b>
Charges d'exploitation hors FRU	(3 197)	(4)	(3 193)	(3 254)	(60)	(3 194)	(1,8%)	(0,0%)
FRU	(380)	130	(510)	(360)	-	(360)	+5,6%	+41,7%
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>1 916</b>	<b>111</b>	<b>1 805</b>	<b>1 586</b>	<b>3</b>	<b>1 583</b>	<b>+20,8%</b>	<b>+14,0%</b>
Coût du risque de crédit	(384)	-	(384)	(621)	-	(621)	(38,2%)	(38,2%)
Coût du risque juridique	-	-	-	-	-	-	ns	ns
Sociétés mises en équivalence	87	-	87	90	-	90	(3,5%)	(3,5%)
Gains ou pertes sur autres actifs	3	-	3	5	-	5	(35,9%)	(35,9%)
Variation de valeur des écarts d'acquisition	-	-	-	-	-	-	ns	ns
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>1 622</b>	<b>111</b>	<b>1 511</b>	<b>1 060</b>	<b>3</b>	<b>1 057</b>	<b>+53,0%</b>	<b>+42,9%</b>
Impôt	(378)	5	(384)	(261)	(17)	(243)	+45,0%	+57,5%
Rés. net des activ. arrêtées ou en cours de cession	(6)	(5)	(1)	(0)	-	(0)	ns	ns
<b>Résultat net</b>	<b>1 238</b>	<b>112</b>	<b>1 126</b>	<b>799</b>	<b>(15)</b>	<b>813</b>	<b>+55,0%</b>	<b>+38,5%</b>
Intérêts minoritaires	(193)	1	(194)	(161)	1	(162)	+19,6%	+19,9%
<b>Résultat net part du Groupe</b>	<b>1 045</b>	<b>113</b>	<b>932</b>	<b>638</b>	<b>(14)</b>	<b>652</b>	<b>+63,9%</b>	<b>+43,1%</b>
<b>Bénéfice par action (€)</b>	<b>0,32</b>	<b>0,04</b>	<b>0,28</b>	<b>0,17</b>	<b>(0,00)</b>	<b>0,17</b>	<b>+91,6%</b>	<b>+63,6%</b>
<b>Coefficient d'exploitation hors FRU (%)</b>	<b>58,2%</b>		<b>58,0%</b>	<b>62,6%</b>		<b>62,2%</b>	<b>-4,4 pp</b>	<b>-4,2 pp</b>

Au premier trimestre 2021, le **résultat net part du Groupe publié** de Crédit Agricole S.A. ressort à **1 045 millions d'euros**, contre 638 millions d'euros au premier trimestre 2020. Ce trimestre est impacté par les éléments de volatilité comptable récurrents en PNB, à savoir le DVA (*Debt Valuation Adjustment*, soit les gains et pertes sur instruments financiers liés aux variations du spread émetteur du Groupe) pour +6 millions d'euros en résultat net part du groupe, la couverture de portefeuille de prêts en Grandes Clientèles pour -5 millions d'euros en résultat net part du groupe, la provision Epargne logement pour -11 millions en résultat net part du groupe. A ces éléments récurrents, s'ajoutent les éléments suivants, la restitution du trop versé des contributions au titre du FRU sur les exercices 2016 à 2020 pour +130 millions d'euros<sup>42</sup>, les coûts d'intégration de Kas Bank / Santander Securities Services pour -2 millions d'euros en résultat net part du groupe et les pertes sur les activités de gestion de fortune à Miami et au Brésil en cours de cession pour -5 millions d'euros au sein du métier Gestion de fortune. Au premier trimestre 2020, les éléments spécifiques avaient eu un effet net, négatif de -14 millions d'euros sur le résultat net part du Groupe, dont l'impact du DVA pour -14 millions d'euros, la couverture de portefeuille de prêts en Grandes clientèles pour +81 millions d'euros et les variations de provisions épargne logement pour -27 millions d'euros en PNB, les coûts d'intégration/ acquisition de Kas Bank et S3 par CACEIS pour -2 millions d'euros, ainsi que l'impact des dons solidaires liés au Covid-19 pour -52 millions d'euros en charges d'exploitation.

Hors ces éléments spécifiques, le **résultat net part du Groupe sous-jacent**<sup>43</sup> atteint **932 millions d'euros**, en hausse de +43,1% par rapport au premier trimestre 2020, grâce notamment à une excellente croissance de l'activité bien que par rapport à un premier trimestre 2020 pre-crise.

Au premier trimestre 2021, les **revenus sous-jacents** ont atteint 5 508 millions d'euros, et sont en hausse de +7,2% par rapport au premier trimestre 2020. Les revenus du pôle Gestion de l'épargne et Assurances (+20,0% par rapport au premier trimestre 2020) profitent du niveau record des commissions de surperformance en gestion

<sup>42</sup> Après intégration de ces retraitements, les charges FRU auraient crû de 26% entre 2020 et 2021 (de 407m€ à 510m€)

<sup>43</sup> Sous-jacent, hors éléments spécifiques. Cf. plus de détails sur les éléments spécifiques en Annexes.



d'actifs et d'un effet marché favorable. Les revenus en Grande Clientèle (+12,1%) s'appuie sur la bonne performance de tous les métiers et de la complémentarité des lignes-produits en banque de financement et d'investissement. Au sein des Services Financiers Spécialisés, les revenus sont stables (-0,5%), faisant preuve de résilience en crédit à la consommation grâce à une production commerciale dynamique en fin de trimestre, et en hausse pour les activités de CALF. Les revenus de banque de proximité progressent par rapport au premier trimestre 2020 (+2,5%), grâce à une production dynamique chez CA Italia, et une marge nette d'intérêt chez LCL profitant des conditions de refinancement favorables, malgré des revenus en baisse en banque de proximité à l'international du fait de la baisse des taux directeurs locaux intervenue au deuxième trimestre 2020, en reprise depuis le troisième trimestre 2020.

**Les charges d'exploitation sous-jacentes hors FRU** sont stables (-0,0% comparé au premier trimestre 2020) s'établissant à 3 193 millions d'euros au premier trimestre 2021. Au sein du pôle Gestion de l'épargne et Assurance, les charges d'exploitation hors FRU sont en hausse de +2,1%, en lien avec une hausse des charges en gestion d'actifs liée à un effet périmètre (Sabadell AM, création d'Amundi BOC WM et Fund Channel, impact de 12 millions d'euros) et une hausse des rémunérations variables, compensée par une nette baisse sur le métier assurance, liée à une diminution des taxes, et une baisse sur le métier de la gestion de fortune. Sur le pôle Grande Clientèle, les charges d'exploitation hors FRU sont en hausse de +3,3% comparé au premier trimestre 2020, suite à la hausse des provisions pour rémunérations variables au regard de la bonne activité, et aux projets de développement sur les Services financiers aux Institutionnels. Le pôle Services Financiers spécialisés voit ses charges diminuer de -4,9% par rapport au premier trimestre 2020 (-0,8% hors CACF NL) et présente ainsi un coefficient d'exploitation hors FRU de 52,0%, en amélioration de 2,4 points de pourcentage depuis un an. La banque de proximité présente des charges d'exploitation hors FRU de -1,7%, les coefficients d'exploitation hors FRU de LCL et la Banque de Proximité à l'international sont à de très bons niveaux respectivement 63,4% et 59,9%.

L'effet IFRIC 21 s'établit à 680 millions d'euros et incluent 510 millions de charges au titre du FRU<sup>44</sup> pour l'année 2021, ce qui représentent une hausse de +41,7% (ou +150 millions d'euros) comparée au premier trimestre 2020 et +16% sur l'année 2021 comparé à l'année 2020<sup>45</sup>. La hausse des charges de FRU porte essentiellement sur les pôles Grande clientèle (+64,4% ou +128 millions d'euros comparé au premier trimestre 2020) et Banque de Proximité (+56,9% ou +29 millions d'euros comparé au premier trimestre 2020). A noter que la restitution d'un trop versé sur l'exercice 2016-2020 a été comptabilisée en éléments spécifiques au premier trimestre 2020. Après intégration de ces retraitements, le FRU aurait crû de 26% entre 2020 et 2021 (de 406 millions d'euros à 510 millions d'euros).

Le **résultat brut d'exploitation** sous-jacent est ainsi très dynamique au premier trimestre 2021. Il est en hausse de +14,0% pour atteindre 1 805 millions d'euros, malgré la hausse du FRU de 41,5%, grâce à des revenus en croissance (+7,2% +370 millions d'euros par rapport au premier trimestre 2020), et des charges hors FRU bien maîtrisées (-0,0%, - 1 million d'euros). L'excellente agilité opérationnelle de Crédit Agricole SA s'est à nouveau démontrée ce trimestre, avec un coefficient d'exploitation sous-jacent hors FRU de 58,0%, s'améliorant de 4,2 points de pourcentage par rapport au premier trimestre 2020. L'effet ciseaux est par ailleurs positif ce trimestre, à 7,2 points de pourcentage. Par métier, les résultats brut d'exploitation sont en croissance par rapport au premier trimestre 2020 pour le pôle Gestion de l'épargne et assurance (+45,5%), la Banque de proximité en France et à l'international (+5,6%), Grande clientèle (+5,6%), Services Financiers spécialisés (+3,7%). Ainsi, le **résultat brut d'exploitation sous-jacent** hors FRU ressort à +19,1% comparé au premier trimestre 2020.

<sup>44</sup> Le Fonds de résolution unique (FRU) a été créé en 2014. Il s'agit d'un fonds supranational constitué des États de la zone euro, permettant notamment la mutualisation des dispositifs de financements en cas de résolution bancaire. Le Fonds de résolution unique est alimenté, par les fonds de résolution nationaux, de manière progressive à partir de 2016 sur une période de huit ans afin d'atteindre un niveau cible en 2023 d'au moins 1 % du montant des dépôts couverts de tous les établissements de crédit agréés dans l'ensemble des États membres participants.

<sup>45</sup> Comptabilisée au premier trimestre sur la base d'information plus précises désormais communiquées par le CRU en mars.

Au 31 mars 2021, les indicateurs de risque confirment **la qualité des actifs de Crédit Agricole S.A. et du niveau de couverture de ses risques**. Le portefeuille de prêts est diversifié, plutôt orienté habitat (27% des encours bruts) et entreprises (45% des encours bruts de Crédit Agricole SA). Le taux de créances douteuses demeure toujours bas à 3,2% (stable par rapport au 31 décembre 2020) et le taux de couverture<sup>46</sup>, élevé, à 72%, est en hausse de +0,6 point de pourcentage sur le trimestre. Le stock total de provisions s'établit à 9,7 milliards d'euros pour Crédit Agricole S.A., en hausse de 0,1 milliards d'euros par rapport au 31 décembre 2020. Sur ce stock de provisions, 28% sont liés au provisionnement des encours sains. Ce trimestre, les provisionnements sont fondés sur **plusieurs scénarios économiques pondérés**, inchangés par rapport à ceux présentés dans le DEU 2020 - dont pour le PIB en France, un scénario plus favorable (+7,1% en 2021 et +2,7% en 2022) et un scénario moins favorable (+3,0% en 2021 et +4,8% en 2022)<sup>47</sup>, et intègrent des ajustements forfaitaires sur les portefeuilles de la banque de proximité et sur les entreprises et des compléments spécifiques sur des secteurs ciblés, dont l'aéronautique, l'hôtellerie, le tourisme, les restaurants.

Le **coût du risque** affiche une forte baisse (-38,2%/-237 millions d'euros par rapport au premier trimestre 2020, à -384 millions d'euros contre -621 millions d'euros au premier trimestre 2020 et -500 millions d'euros au quatrième trimestre 2020). La baisse du coût du risque par rapport au premier trimestre 2020 s'explique à hauteur de 56% par un moindre provisionnement des encours sains (*Stage 1&2*). La charge de -384 millions d'euros sur le premier trimestre 2021 se décompose en un provisionnement des encours sains (*Stage 1&2*) pour -90 millions d'euros (contre une dotation de -223 millions d'euros au premier trimestre 2020 et une dotation de -193 millions d'euros au quatrième trimestre 2020) et un provisionnement des risques avérés (*Stage 3*) pour -283 millions d'euros (contre -382 millions d'euros au premier trimestre 2020 et -291 millions d'euros au quatrième trimestre 2020). Au premier trimestre 2021, le coût du risque sur encours sur quatre trimestres glissants<sup>48</sup> atteint 56 points de base et 37 points de base en vision trimestrielle annualisée<sup>49</sup>. La baisse du coût du risque est particulièrement marquée pour la Banque de financement et pour CACF, et plus modérée pour LCL et CA Italia. Ainsi, LCL affiche un coût du risque à -83 millions d'euros (-17,9% par rapport au premier trimestre 2020 et en baisse modérée de -7,5% depuis le quatrième trimestre 2020) et une stabilisation de son coût du risque sur encours<sup>48</sup> à 27 points de base au premier trimestre 2021 (23 points de base en vision trimestrielle annualisée<sup>49</sup>) ; CA Italia enregistre un coût du risque de -71 millions d'euros sur le premier trimestre 2021 (-13,8% par rapport au premier trimestre 2020 et -36,8% par rapport au quatrième trimestre 2020), avec un coût du risque sur encours<sup>48</sup> atteignant 89 points de base au premier trimestre 2021 (60 points de base en vision trimestrielle annualisée<sup>49</sup>) ; le coût du risque de CACF diminue de -30,4% par rapport au premier trimestre 2021 à -114 millions d'euro, et diminue de -11,0% comparé au quatrième trimestre 2020, le coût du risque sur encours<sup>48</sup> ressort à 167 points de base sur le premier trimestre 2021 (133 points de base en vision trimestrielle annualisée<sup>49</sup>). Enfin, en Banque de financement, le coût du risque du trimestre s'élève à -85 millions d'euros, contre une dotation de -137 millions d'euros au premier trimestre 2020, et -121M€ au quatrième trimestre 2020, soit des baisses respectives de -38,2% et -30,0%. Son coût du risque sur encours<sup>48</sup> ressort à 62 points de base sur le premier trimestre 2021 (contre 31 points de base en vision trimestrielle annualisée<sup>49</sup>).

La contribution en sous-jacent des **sociétés mises en équivalence** ressort à 87 millions d'euros en baisse de **-3,5%**. Au premier trimestre 2021, BforBank a été consolidé par mise en équivalence au sein du pôle AHM, suite à sa recapitalisation à laquelle Crédit Agricole S.A. a participé, portant sa participation à 50%. La contribution de Bforbank est négative au premier trimestre à hauteur de -5 millions d'euros.

<sup>46</sup> Taux de provisionnement calculé avec en dénominateur les encours en "stage 3", et au numérateur la somme des provisions enregistrées en "stages" 1, 2 et 3

<sup>47</sup> Une baisse de 10 points de la pondération du scénario favorable au profit du scénario défavorable entraînerait une évolution du stock de provisions ECL au titre du « forward looking central » de l'ordre de 0,8% du stock d'ECL total. Toutefois, une telle évolution de pondération n'aurait pas nécessairement d'incidence significative en raison d'ajustements au titre du « forward looking local » qui pourraient en atténuer l'effet.

<sup>48</sup> Le coût du risque sur encours (en points de base) sur quatre trimestres glissants est calculé sur la base du coût du risque des quatre derniers trimestres auquel est rapporté la moyenne des encours de début de période des quatre derniers trimestres

<sup>49</sup> Le coût du risque sur encours (en point de base) annualisé est calculé sur la base du coût du risque du trimestre multiplié par quatre auquel est rapporté l'encours de début de période du trimestre

Le **résultat net sur autres actifs** s'établit à 3 millions d'euros au premier trimestre 2021, contre 5 millions d'euros au premier trimestre 2020.

Le **résultat sous-jacent<sup>50</sup> avant impôt, activités cédées et minoritaires** ressort ainsi en hausse de **+42,9%**, à 1 511 millions d'euros. Le **taux d'impôt effectif sous-jacent** s'établit à **26,9%**, en hausse de 1,8 point de pourcentage par rapport au premier trimestre 2020. La charge d'impôt sous-jacente est ainsi augmentée de +57,5% et s'établit à -384 millions d'euros. Le **résultat net avant minoritaires affiche donc une hausse de +38,5%**.

**Les intérêts minoritaires** s'établissent à -194 millions d'euros au premier trimestre 2021, en hausse de +19,9% notamment du fait d'un changement dans les modalités de comptabilisation des coupons des émissions en Assurances de dettes subordonnées (RT1), sans impact sur le bénéfice net par action.

Le **résultat net part du Groupe sous-jacent** est en hausse de +43,1% par rapport au premier trimestre 2020 à **932 millions d'euros**.

Le **bénéfice par action sous-jacent** sur le premier trimestre 2021 atteint **0,28€**, il est en hausse de **+63,6%** par rapport au premier trimestre 2020.

---

<sup>50</sup> Cf. plus de détails sur les éléments spécifiques en Annexes.

# Analyse de l'activité et des résultats des pôles et métiers de Crédit Agricole S.A.

## Gestion de l'épargne et Assurances

**En Epargne/Retraite**, Crédit Agricole Assurances continue son développement commercial et sa diversification en France comme à l'international avec un chiffre d'affaires en hausse de +23,9% par rapport au premier trimestre 2020, avec notamment une croissance de 18,7% de la collecte brute en Italie, et un taux d'UC dans la collecte brute totale à 40,7%. Ainsi, la collecte nette du premier trimestre 2021 est positive (+1,7 milliard d'euros), malgré une légère décollecte en euros (-0,3 milliards d'euros). La collecte nette UC s'élève ainsi à 2,0 milliards d'euros (+15,2% par rapport au premier trimestre 2020).

Les encours (épargne, retraite et prévoyance) atteignent quant à eux 312,3 milliards d'euros, en hausse de +4,6% par rapport à mars 2020. La part des unités de comptes dans les encours est au plus haut historique, à 25,1%, en progression de +3,7 points de pourcentage par rapport à mars 2020

**En Assurances dommages**, l'activité du premier trimestre 2021 est dynamique, avec une croissance de 6,4% du chiffre d'affaires par rapport au premier trimestre 2020. La croissance, portée par les activités traditionnelles (habitation, protection juridique, garantie des accidents de la vie, auto), profite également du lancement d'offres à destination des entreprises (offre IARD Entreprise et Multirisque pro) ainsi que du développement de la filiale dommage italienne (chiffres d'affaires en hausse de 19% par rapport au premier trimestre 2020).

Ainsi, le nombre de contrats dommages en portefeuille de Crédit Agricole Assurances atteint près de 14,8 millions à fin mars 2021, en progression de 4,2% sur un an. Le taux d'équipement des clients particuliers<sup>51</sup> continue de progresser dans les réseaux des Caisses régionales (42,1% à fin mars 2021, soit une augmentation de +1,1 point de pourcentage depuis mars 2020) et de LCL (25,9% à fin mars 2021, soit une augmentation de +0,7 point de pourcentage depuis mars 2020, ainsi qu'au sein de CA Italia (17,7% à fin mars 2021, soit une augmentation de +2,0 points depuis mars 2020). Le ratio combiné demeure maîtrisé, à 96,1%, en légère dégradation de -1,1 point de pourcentage sur un an.

En **prévoyance/emprunteur/collectives**, le chiffre d'affaires atteint 1,3 milliard d'euros ce trimestre en hausse de 5,0%<sup>52</sup> par rapport au premier trimestre 2020, avec une contribution positive des trois métiers.

**La Gestion d'actifs (Amundi)** enregistre ce trimestre une forte progression de l'activité avec une collecte nette Retail dynamique. A noter toutefois une décollecte en produits de trésorerie et en produits peu margés dans la *joint venture* en Chine. Ainsi, Amundi affiche une collecte nette MLT hors *joint ventures* de +9,8 milliards d'euros, tirée par le Retail hors *joint ventures* (+7,8 milliards d'euros) et les Institutionnels & Corporates (+2,0 milliards d'euros). La décollecte nette sur les produits de trésorerie s'élève à -18,6 milliards d'euros, tirée par les institutionnels et les corporates, après une très forte collecte constatée au deuxième semestre 2020 (+39,5 milliards d'euros). La décollecte nette sur les *joint ventures* s'élève à -4,0 milliards. Retraitée des sorties liées au channel business en Chine (-7,0 milliards d'euros), produits peu margés, la collecte nette MLT des *joint ventures* est dynamique notamment en Inde. Ainsi, SBI MF atteint aujourd'hui une part de marché de près de 16% à fin mars 2021.

Les encours sous gestion sont en hausse de +14,9% par rapport à mars 2020 soit 1 755 milliards d'euros à fin mars 2021. Les encours sous gestion intègrent Sabadell AM, intégré dans le périmètre consolidé d'Amundi depuis le 01/07/2020 avec des encours de 20,7 milliards d'euros. L'effet marché/change sur les encours sous gestion est de +39,3 milliards d'euros par rapport à décembre 2020.

<sup>51</sup> Taux d'équipement : part des clients bancaires particuliers détenant au moins un produit d'assurances (estimations Pacifica). Périmètre : assurances auto, habitation, santé, GAV, protection juridique et tous mobiles/portables.

<sup>52</sup> Croissances retraitées d'un changement de méthodologie comptable ; hors retraitement, la croissance est de 6,6% en assurance dommages et de 16,7% en prévoyance / emprunteur / assurances collectives.

A noter également ce trimestre qu'Amundi est entré en négociations exclusives pour l'acquisition de Lyxor afin d'accélérer son développement organique notamment en gestion passive/ETF (cf supra)

**En gestion de fortune**, les encours sont en hausse de 7,3% et s'élèvent à 188 milliards d'euros à fin mars 2021.

Le pôle Gestion de l'épargne et Assurances (GEA) réalise un résultat net part du Groupe sous-jacent de 512 millions d'euros au premier trimestre 2021, en croissance de +43,7% par rapport au premier trimestre 2020 porté par la croissance de la contribution de tous les métiers. Le pôle contribue à hauteur de 45% au résultat net part du Groupe sous-jacent des pôles métiers de Crédit Agricole S.A. (hors pôle AHM) sur le premier trimestre 2021 et de 29% aux revenus sous-jacents hors AHM.

Au 31 mars 2021, les fonds propres alloués au pôle s'élèvent à 11,0 milliards d'euros dont 9,4 milliards d'euros sur les Assurances, 1,1 milliard d'euros sur la Gestion d'actifs et 0,5 milliard d'euros sur la Gestion de fortune. Les emplois pondérés du pôle sont de 47,4 milliards d'euros dont 31,2 milliards d'euros sur les Assurances, 11,2 milliards d'euros sur la Gestion d'actifs et 5,0 milliards d'euros sur la Gestion de fortune.

## Assurances

Le produit net bancaire sous-jacent atteint 625 millions d'euros au premier trimestre 2021, en hausse de +22,2% sur un an en raison de la progression des encours, de la bonne dynamique d'activité et sous l'effet d'impacts marchés favorables. Le produit net bancaire de l'assurance bénéficie également sur un mois du démantèlement de 15% complémentaire du mécanisme « switch » mis en oeuvre le 1<sup>er</sup> mars 2021. Les charges sous-jacentes du premier trimestre sont en baisse de -5,7% par rapport au premier trimestre 2020. Cette variation se décompose en une hausse de +3,1% des charges métier liées aux investissements pour le développement de l'activité, et en une baisse de la C3S appliquée sur l'activité de l'année 2020. Le résultat brut d'exploitation sous-jacent affiche ainsi une hausse de +48,5%, à 391 millions d'euros au premier trimestre 2021. Le coefficient d'exploitation sous-jacent s'établit à 37,4% au premier trimestre 2021, en amélioration de -11,1 points de pourcentage par rapport au premier trimestre 2020. La charge d'impôt est en hausse de +48,9% à 77 millions d'euros en lien avec la hausse des revenus. Le résultat net sous-jacent atteint ainsi 315 millions d'euros, en hausse de +53,8% par rapport au premier trimestre 2020 et le résultat net part du groupe affiche une croissance moindre en hausse de +45,0% en raison notamment des intérêts minoritaires suite à un changement dans les modalités de comptabilisation des coupons des émissions de dettes subordonnées RT1 (19 millions d'euros en intérêts courus, sans impact sur le bénéfice net par action).

## Gestion d'actifs

Le produit net bancaire sous-jacent atteint 753 millions d'euros au premier trimestre 2021, en croissance de +26,7% par rapport au premier trimestre 2020. Les revenus nets de gestion sont en hausse de +15,1% par rapport au premier trimestre 2020 grâce au redressement des marchés. Ainsi les commissions nettes de gestion sont en progression de +5,1% et les commissions de surperformance atteignent un niveau record de 111 millions d'euros. Par ailleurs, le premier trimestre bénéficie d'un effet périmètre positif (Sabadell AM et Fund Channel pour +17 millions d'euros de revenus). Les charges sous-jacentes hors FRU s'élèvent à 379 millions d'euros en hausse de 13,2%. Cette hausse s'explique par l'effet périmètre Sabadell, Fund channel et la création d'Amundi Bank of China WM pour 12 millions d'euros ainsi que par la hausse des rémunérations variables en lien avec la progression du résultat brut d'exploitation. Le résultat brut d'exploitation sous-jacent est en effet en forte croissance à +44,4% et le coefficient d'exploitation sous-jacent hors FRU s'établit à 50,3%, excellent niveau, en baisse de 6 points de pourcentage par rapport au premier trimestre 2020. La contribution des sociétés mises en équivalence, reprenant notamment la contribution des *joint-ventures* d'Amundi en Asie, est en hausse de +28,3% par rapport au premier trimestre 2020 et s'établit à 18 millions d'euros malgré un effet périmètre négatif avec le passage de Fund Channel en intégration globale et atteint 20 millions d'euros. La charge d'impôt sous-jacente s'élève à 96 millions d'euros en croissance de +40,4%. Au final, le résultat net part du groupe sous-jacent est en forte progression de +54,4%, à 196 millions d'euros.



## Gestion de fortune

Le produit net bancaire sous-jacent est, à 206 millions d'euros, en baisse de -3,9% par rapport au premier trimestre 2020, cette variation étant notamment due à l'effet périmètre des entités américaines reclassées en entités en cours de cession depuis le quatrième trimestre 2020. Les charges sous-jacentes hors FRU sont en diminution (-7,8%) et atteignent 171 millions d'euros lié au plan d'économies ainsi qu'à l'effet périmètre. Ainsi, le résultat brut d'exploitation sous-jacent réalise une bonne progression sur un an de +26,7%, à 33 millions d'euros et le coefficient d'exploitation sous-jacent hors FRU s'améliore significativement de -3,5 points de pourcentage pour s'établir à 86,3% au premier trimestre 2021. Le coût du risque s'établit à 5 millions d'euros. Au final, le résultat net part du groupe sous-jacent est en baisse de -21,2%, atteignant 20 millions d'euros au premier trimestre 2021. Il convient de noter ce trimestre, la comptabilisation de 5 millions d'euros en éléments spécifiques ayant un impact sur le résultat net part du groupe. Ces pertes sont liées à la contribution des entités de Miami et du Brésil en cours de cession.

## Grandes Clientèles

L'activité de l'ensemble de la **Banque de financement et d'investissement** est dynamique et équilibrée au premier trimestre 2021, avec des **revenus sous-jacents** en hausse soutenue (+13,6% à 1 366 millions d'euros) par rapport au premier trimestre 2020. La **banque de marché et d'investissement** (revenus en hausse +17,4% à 708 millions d'euros par rapport au premier trimestre 2020) présente de très bons résultats, portés par un environnement de taux plus propice qu'au premier trimestre 2020 pour le desk CVA, et par les bonnes performances de l'activité FICC. Les revenus de FICC sont en hausse de +13,5% ce trimestre, qui est ainsi le meilleur premier trimestre depuis 2016. L'activité profite de la complémentarité des lignes produit. Ainsi, au sein de FICC les activités non linéaires, le primaire obligataire et la titrisation ont pris le relai des activités linéaires plus performantes l'an dernier. Dans un marché en normalisation, CACIB confirme ses **positions de premier plan** sur les émissions obligataires (#1 en All French Corporate bonds<sup>53</sup>). La **VaR réglementaire reste à un niveau bas**, en lien avec le modèle de **gestion prudente des risques** (6,3 millions d'euros au 31 mars 2021 contre 9,2 millions d'euros au 31 décembre 2020, VaR réglementaire moyenne : 12,3 millions d'euros au premier trimestre 2021 contre 10,9 millions d'euros au quatrième trimestre 2020). La **banque de financement** présente des revenus sous-jacents en nette hausse (+9,8%) au premier trimestre 2021 par rapport au premier trimestre 2020, à 659 millions d'euros. Ils sont portés d'une part par la bonne activité de la banque commerciale (+10,7% à 347 millions d'euros, +16,7% hors effet change) grâce au maintien des performances sur les crédits syndiqués (#2 en France<sup>54</sup> et #4 en EMEA) avec un volume de crédits syndiqués EMEA à 9 milliards d'euros au premier trimestre 2021 soit en hausse de +51% par rapport au premier trimestre 2020) et à la bonne tenue des marges ; et d'autre part par les financements structurés (+8,8% à 312 millions d'euros, +12,6% hors effet change) avec des bonnes performances dans la plupart des lignes produit (# 3 en global project finance<sup>55</sup>). Le taux de tirage sur les lignes de crédit « *revolving credit facilities* » (RCF) retrouve son niveau d'avant crise, à 19% en mars 2021, après un point haut à 32% fin avril 2020.

Enfin, les **Services financiers aux institutionnels** (CACEIS) enregistrent un bon niveau d'activité ce trimestre. Les **encours conservés** évoluent de façon dynamique, avec une hausse de +17% par rapport à fin mars 2020, pour atteindre 4,3 trillions d'euros à fin mars 2021. Les **encours administrés** progressent également de +21% sur un an, atteignant 2 221 milliards d'euros à fin mars 2021. Ces progressions s'expliquent tant par un effet volume que par un effet marché.

<sup>53</sup> Source: Dealogic T1 2021, in EUR

<sup>54</sup> Source: Thomson Financial Q1 2021

<sup>55</sup> Source : refinitiv (Global Project Finance Loans Bookrunners)

Au **premier trimestre 2021**, le **produit net bancaire sous-jacent** du pôle Grandes clientèles atteint 1 664 millions d'euros, en hausse de 12,2% par rapport au premier trimestre 2020. Le résultat brut d'exploitation est en hausse +5,6%. La hausse est encore plus forte pour le résultat brut d'exploitation hors FRU, qui croît de +25,1% par rapport au premier trimestre 2020. Ces fortes progressions s'appuient sur une activité dynamique et équilibrée sur l'ensemble des métiers, et sur une maîtrise des charges hors FRU générant un effet ciseaux de 8,8 points de pourcentage. Le pôle enregistre un coût du risque de -67 millions d'euros, soit en baisse de -57,8% par rapport au premier trimestre 2020, et -39,2% par rapport au quatrième trimestre 2020, expliqué par la stabilisation du provisionnement Stage 1 et Stage 2 de la banque de financement, après une année de forte hausse du provisionnement des encours sains (354 millions d'euros provisionnés en 2020 au titre des encours Stage 1 et 2 de la banque de financement) ainsi que par la réduction du coût du risque Stage 3 sur la banque de financement (atteignant -14 millions d'euros au premier trimestre 2021 contre -81 millions d'euros au premier trimestre 2020), en lien avec une cession d'expositions non performantes.

Le pôle contribue à hauteur de 24% au **résultat net part du Groupe sous-jacent** des pôles métiers de Crédit Agricole S.A. (hors pôle AHM) sur le premier trimestre 2021 et de 30% aux **revenus sous-jacents** hors AHM.

Au 31 mars 2021, les **fonds propres alloués** au pôle s'élèvent à 12,4 milliards d'euros et les **emplois pondérés** du pôle sont de 130,5 milliards d'euros.

### Banque de financement et d'investissement

Au **premier trimestre 2021**, le **produit net bancaire** de la Banque de financement et d'investissement sous-jacent est en hausse de 13,6% par rapport au premier trimestre 2020, à 1 366 millions d'euros, la résilience du business model de CACIB et la complémentarité de ses activités étant à nouveau démontrée ce trimestre.

Les charges d'exploitation sous-jacentes hors FRU enregistrent une hausse de +3,1% ce trimestre par rapport au premier trimestre 2020, s'établissant à -689 millions d'euros, en lien avec la hausse des provisions pour rémunérations variables, au regard des bonnes performances des activités. L'effet ciseaux reste toutefois très positifs, à +10,5 points de pourcentage ce trimestre par rapport au premier trimestre 2020, et le coefficient d'exploitation hors FRU se maintient à un niveau très bas 50,5%, en amélioration de 5,1 points de pourcentage par rapport au premier trimestre 2020. Les charges FRU s'établissent à -294 millions d'euros, soit une hausse de +64,8% par rapport au premier trimestre 2021<sup>56</sup>. Le résultat brut d'exploitation est ainsi en hausse de +7,7% et s'établit à 383 millions d'euros. Le résultat brut d'exploitation hors FRU est en très forte hausse (+26,8% au premier trimestre 2020). Le coût du risque enregistre une baisse de -54,3% par rapport au premier trimestre 2020. Il s'établit à -85 millions d'euros pour la banque de financement, et est composé essentiellement de coût du risque au titre des encours Stage 1 et 2 (-71 millions d'euros). Le coût du risque stage 3 est en forte baisse par rapport au premier trimestre 2020 (de -81 millions d'euros au premier trimestre 2020 à -14 millions d'euros au premier trimestre 2021). Cette baisse ponctuelle s'explique par la cession d'expositions non performantes au premier trimestre 2021. Au final, le résultat net part du Groupe sous-jacent s'établit à 255 millions d'euros sur le premier trimestre 2021, en progression de +37,6% par rapport au premier trimestre 2020.

**Les emplois pondérés à fin mars 2021** sont en hausse de +5,4 milliards d'euros par rapport à fin décembre 2020, pour s'établir à 120,4 milliards d'euros. Cette hausse s'explique essentiellement par l'impact de la revue des modèles internes liés à TRIM (+2,9 milliards d'euros), la dégradation des notations des expositions (+1,2 milliard d'euros) et par un effet change (1,8 milliard d'euros).

<sup>56</sup> Un complément de FRU ayant en effet été enregistré au deuxième trimestre 2020

## Services financiers aux institutionnels

Au premier trimestre 2021, le produit net bancaire sous-jacent est en hausse de +5,8% et s'établit à 298 millions d'euros. Les charges d'exploitation sous-jacentes hors FRU augmentent de +3,9% à 220 millions d'euros sous l'effet d'investissements, dont certains liés à l'arrivée de nouveaux grands clients. Le FRU s'établit à -34 millions d'euros soit une hausse de +60,5% comparé au premier trimestre 2020. Le résultat brut d'exploitation sous-jacent hors FRU progresse ainsi de +11,7% et s'établit à 77 millions d'euros, alors que le résultat brut d'exploitation sous-jacent incluant le FRU baisse de -9,8%, et s'établit à 43 millions d'euros. Le coefficient d'exploitation sous-jacent hors FRU est de 74,0% au premier trimestre 2021, en amélioration de 1,4 point de pourcentage par rapport au premier trimestre 2020. Le résultat net sous-jacent atteint 23 millions d'euros, en hausse de +0,2%. Après partage avec les minoritaires pour 11 millions d'euros, la contribution du métier au résultat net part du Groupe sous-jacent est stable (-0,4% sur un an), à 23 millions d'euros. Le résultat net part de groupe sous-jacent hors FRU s'établit à un bon niveau de croissance, à +21,6%.

## Services Financiers Spécialisés

L'activité des **Services Financiers Spécialisés** est soutenue par une production dynamique dans tous les métiers. La **production commerciale** de CA-CF est en baisse au premier trimestre 2021 par rapport au quatrième trimestre 2020 qui était très élevé (-10,5%<sup>57</sup>), mais retrouve quasiment le niveau du plus haut de 2019 au mois de mars 2021, atteignant ainsi 9,8 milliards d'euros (+4,2%<sup>57</sup>) par rapport au premier trimestre 2021), grâce notamment au dynamisme de l'activité en Chine (GAC Sofinco +40,6% au premier trimestre 2021 par rapport au premier trimestre 2020) et à la bonne activité en France (+5,9% au premier trimestre 2021 par rapport au premier trimestre 2020). Le taux de marge à la production sur crédit amortissable est en hausse de +0,1 point de pourcentage ce trimestre, tiré par les *joint ventures* automobiles, après un mouvement de déstockage chez les concessionnaires automobiles en fin d'année 2020. Les **encours gérés sont stables** sur un an mais en croissance de +600 millions d'euros (+0,6%), par rapport au quatrième trimestre 2020, en lien cette fois avec la reconstitution des stocks, atteignant ainsi 91,4 milliards d'euros. Chez CAL&F, la **production en crédit-bail est stable**, grâce notamment à l'activité dynamique en Pologne, et atteint 1,3 milliard d'euros au premier trimestre 2021, soit le même niveau que le premier trimestre 2020, et en variation défavorable par rapport au quatrième trimestre 2020 (-26,9%), qui était très élevé, et qui bénéficiait encore d'un report de production du deuxième trimestre 2020 lié au second confinement. Les **encours de crédit-bail sont en croissance** sur l'année (+4,2% à fin mars 2021 par rapport à mars 2020) tirés par la France et notamment la Pologne à l'international. L'activité d'affacturage est très bonne au premier trimestre 2021, avec un **chiffre d'affaires factoré en croissance** de 6,3% par rapport au premier trimestre 2020 tant en France qu'à l'international et notamment en Allemagne.

Grâce à la résilience des revenus et à une très bonne maîtrise des charges notamment chez CACF, les résultats du premier trimestre 2021 des **Services financiers spécialisés** sont en forte croissance. Le **résultat brut d'exploitation** enregistre une hausse (+4,5%<sup>57</sup> par rapport au premier trimestre 2020), le **coefficient d'exploitation** sous-jacent hors FRU s'améliore à 52,0% (soit -1,5 point de pourcentage<sup>57</sup> par rapport au premier trimestre 2020). Le **coût du risque** est en baisse significative par rapport au premier trimestre 2020 de -31,0%<sup>57</sup>. Ainsi, au premier trimestre 2021, le **résultat net part du Groupe sous-jacent** du pôle atteint 158 millions d'euros, soit une hausse de +40,6%<sup>57</sup> par rapport au premier trimestre 2020.

Le pôle contribue à hauteur de 14% au résultat net part du Groupe sous-jacent des pôles métiers de Crédit Agricole S.A. (hors pôle AHM) sur le premier trimestre 2021 et à hauteur de 12% aux revenus.

<sup>57</sup> Hors CACF NL

## Crédit à la consommation

Au premier trimestre 2021, le **produit net bancaire sous-jacent** de CA-CF atteint 502 millions d'euros, stable (+0.1%<sup>57</sup>) par rapport au premier trimestre 2020, en raison de la stabilité des encours consolidés moyens<sup>57</sup>. Le **résultat brut d'exploitation** augmente par rapport au premier trimestre 2020 (+2,3%<sup>57</sup>) et le **coefficient d'exploitation sous-jacent hors FRU**, en amélioration de 0,7 point de pourcentage<sup>57</sup>, atteint 51,4%. La **contribution des sociétés mises en équivalence** est stable et atteint 74 millions d'euros au premier trimestre 2021 (+3.2% par rapport au premier trimestre 2020). Le **coût du risque** est en forte baisse par rapport au trimestre précédent et par rapport au premier trimestre 2020 pour respectivement -11% et -28.1%<sup>57</sup>. Le **coût du risque sur encours** sur quatre trimestres glissants<sup>58</sup> atteint 167 points de base, et le coût du risque sur encours en trimestre annualisé<sup>59</sup> atteint 133 points de base. Le **taux de créances douteuses et litigieuses** atteint 6,6%, en baisse de 0,3 point de pourcentage par rapport à décembre 2020. Au final, le **résultat net part du Groupe sous-jacent** atteint 134 millions d'euros au premier trimestre 2021, soit une hausse de +34,3%<sup>60</sup> par rapport au premier trimestre 2020.

La **contribution du métier CA-CF au résultat net part du Groupe de Crédit Agricole S.A.** pour le premier trimestre atteint 12%.

## Leasing & Affacturage

Au **premier trimestre 2021**, le **produit net bancaire** sous-jacent de CAL&F atteint 141 millions d'euros, en hausse de +10,0% par rapport au premier trimestre 2020, grâce au dynamisme de l'activité sur le crédit-bail en Pologne et en France. Le **coefficient d'exploitation sous-jacent hors FRU** est à 53,8% ce trimestre, en amélioration de 4.6 points de pourcentage par rapport au premier trimestre 2020. Le **coût du risque** baisse nettement par rapport au trimestre précédent et par rapport au premier trimestre 2020 pour respectivement -47,9% et -48.8%. Le **résultat net part du Groupe sous-jacent** de CAL&F s'établit à 24 millions d'euros au premier trimestre 2021, multiplié par deux par rapport au premier trimestre 2020.

## Banque de proximité

L'activité des **Banques de proximité** de Crédit Agricole S.A. a été dynamique alors que le premier trimestre 2021 était toujours marqué par les restrictions. Les encours de crédits se maintiennent à un niveau élevé à 144,0 milliards d'euros pour LCL (+9,6% sur un an) et à 46,5 milliards d'euros en Italie (+5,2% sur un an). Au 31 mars 2021, les encours de PGE s'élèvent à 8,2 milliards d'euros pour LCL et à 2,9 milliards d'euros pour CA Italia. Au final, hors PGE, les encours de crédits progressent également sur un an pour LCL (+3,4%) portés par les professionnels (+11,4%) et CA Italia connaît une forte dynamique en crédit habitat dont les encours progressent de +6,3% sur un an portant la part de marché de la banque à 9,21% en hausse de 7 points de pourcentage sur un an. En France, les renégociations de crédits habitat de LCL restent stables par rapport au quatrième trimestre 2020 à 0,2 milliard d'euros d'encours, en deçà du premier trimestre 2020 à 0,5 milliard d'euros, et toujours très en-deçà du point haut de 5,2 milliards d'euros du quatrième trimestre 2016. Enfin, pour l'ensemble des Banques de Proximité à l'International hors Italie, la croissance des crédits atteint +3,1% à fin mars 2021 par rapport à fin mars 2020 et +3,6% hors impact de change, notamment portés par l'Egypte (+6%<sup>61</sup>), la Pologne (+4%<sup>61</sup>), le Maroc (+1%<sup>61</sup>), l'Ukraine enregistrant néanmoins un repli (-7%<sup>61</sup>). La collecte bilancielle est en hausse sur un an au sein de LCL (+11,9% mars/mars) en lien avec la progression de l'épargne de précaution des ménages et les dépôts d'une partie des PGE octroyés qui favorisent la liquidité des entreprises. Dans ce contexte, les DAV particuliers progressent (+14% mars/mars) ainsi que les DAV professionnels-entreprises (+49% mars/mars). Au sein de CA Italia, la collecte bilan enregistre une hausse sur un an (+5,4% mars/mars), mais en baisse sur le dernier trimestre, reflétant les actions commerciales engagées

<sup>58</sup> Coût du risque des quatre derniers trimestres, rapporté à la moyenne des encours de début de période des quatre derniers trimestres

<sup>59</sup> Coût du risque du trimestre multiplié par quatre, rapporté à l'encours de début de période du trimestre

<sup>60</sup> Hors CACF NL

<sup>61</sup> Hors effet de change



afin d'optimiser les ressources. L'épargne hors bilan est en hausse au sein de LCL (+7,4% mars/mars) dont +3,2% sur l'assurance-vie. La collecte gérée au sein de CA Italia enregistre également une hausse importante sur un an (+16,9% mars/mars) portée à la fois par la conquête et par la réorientation de l'épargne vers les produits de placements, les deux reflétant l'importante mobilisation des réseaux. Enfin, au global, les encours de collecte augmentent sur un an de +12,4% pour l'ensemble des Banque de Proximité à l'International hors Italie et +13,3% hors impact du change, tirés par l'Ukraine (+21%<sup>61</sup>) et la Pologne (+15%<sup>61</sup>), le Maroc (+9%<sup>61</sup>) et l'Egypte (+8%<sup>61</sup>). Il en résulte un excédent net de collecte sur les crédits des banques de proximité à l'international hors Italie de +2,9 milliards d'euros au 31 mars 2021. Le taux d'équipement en assurances automobile, MRH, santé, juridique ou GAV est en hausse chez LCL à 25,9% (+0,7 point de pourcentage par rapport à fin mars 2020) et chez CA Italia 17,7% (+2,0 point de pourcentage par rapport à fin mars 2020).

### Banque de proximité en France

Le PNB sous-jacent est en hausse de 1,9% par rapport au premier trimestre 2020, et atteint 905 millions d'euros au premier trimestre 2021. Cette hausse est tirée par la marge nette d'intérêts (+4%), soutenue par de conditions de refinancement favorables. Les commissions sont stables (-0,1%), la bonne activité de l'assurance non-vie compensant la baisse de l'activité monétique qui subit les effets de la crise sanitaire. Les charges sous-jacentes hors FRU diminuent de -1,9% à 574 millions d'euros au premier trimestre 2021, alors que les investissements se poursuivent avec notamment la digitalisation des parcours client (dématérialisation des offres, ADE en ligne, signature électronique notamment). Dans ce contexte, le coefficient d'exploitation sous-jacent hors FRU s'améliore de 2,4 point de pourcentage à 63,4%. Le résultat brut d'exploitation sous-jacent progresse de +1,3% par rapport au premier trimestre 2020 pour atteindre 272 millions d'euros. Retraité du FRU, le résultat brut d'exploitation sous-jacent est en forte augmentation sur un an (+9,1%). Le coût du risque diminue par rapport au premier trimestre 2020 (-17,9% à -83 millions d'euros) et est stable par rapport aux trois derniers trimestres. Au final, le résultat net part du Groupe sous-jacent est en progression de +12,1% par rapport au premier trimestre 2020, atteignant 116 millions d'euros au premier trimestre 2021.

Le taux de créances douteuses demeure bas et s'établit à 1,5% (stable par rapport au quatrième trimestre 2020) et le taux de couverture reste élevé à 86,0% (-0,2 point de pourcentage par rapport au quatrième trimestre 2020).

### Banque de proximité à l'international

Les revenus du pôle Banque de proximité à l'international augmentent de +3,4%, grâce à une activité commerciale dynamique en Italie, et s'établissent à 693 millions d'euros au premier trimestre 2021. Les charges sous-jacentes sont en baisse de -1,5% et atteignent 415 millions d'euros au le premier trimestre 2021. En conséquence, le résultat brut d'exploitation sous-jacent enregistre une nette augmentation de +10,6% par rapport au premier trimestre 2020 à 258 millions d'euros. Le coût du risque recule de -13,5% ce trimestre pour s'établir à 100 millions d'euros. Au final le résultat net part du Groupe sous-jacent du pôle Banque de proximité à l'international s'établit à 79 millions d'euros, en hausse de +42,2% par rapport au premier trimestre 2020.

### Italie

Le produit net bancaire de CA Italia est en augmentation de +9,8% au premier trimestre 2021 par rapport au premier trimestre à 488 millions d'euros. Il intègre un résultat positif au premier trimestre 2021 sur le portefeuille titres de +24 millions d'euros ; hors résultat de portefeuille, le produit net bancaire augmente de +4,5% par rapport au premier trimestre 2020, grâce au dynamisme des commissions perçues sur l'épargne gérée et sur les activités d'assurance. La marge nette d'intérêt hors activités de portefeuille est pour sa part impactée par la baisse des taux malgré la croissance des volumes. Les charges sous-jacentes hors contribution au FRU sont très bien maîtrisées et restent quasi stables au premier trimestre 2021 par rapport au premier trimestre 2020 (+0,4% à 280 millions d'euros). Le coefficient d'exploitation sous-jacent hors FRU s'améliore donc notablement, de 5,4 points de pourcentage par rapport au premier trimestre 2020, à 57,3%. Le coût du risque enregistre une



baisse de -13,6% par rapport au premier trimestre 2020 à 71 millions d'euros au premier trimestre 2021; rapporté aux encours, il ressort à un niveau maîtrisé de 60 points de base (trimestre annualisé) ; 89 points de base sur quatre trimestres glissants, dans un contexte de retrait progressif des moratoires, plutôt portés par des particuliers. CA Italia a déployé un ensemble de solutions ciblées et individualisées pour les clients concernés. Le taux de créances douteuses s'établit à 6,2% à fin mars 2021, contre 6,7% à fin décembre 2020 ; le taux de couverture s'améliore également pour s'établir à 61,5% à fin mars 2021, soit +0,8 point de pourcentage par rapport à fin décembre 2020.

### Le Groupe Crédit Agricole en Italie

Le résultat du Groupe en Italie s'établit à 173 millions d'euros sur le premier trimestre 2021, soit une amélioration de +58% par rapport au premier trimestre 2020, du fait de la croissance des résultats opérationnels et de la baisse du coût du risque des filiales du Groupe en Italie.

### Banque de proximité à l'international - hors Italie

Le produit net bancaire sous-jacent est en retrait de -9,1% au premier trimestre 2021 par rapport au premier trimestre 2020 (à 206 millions d'euros), en raison notamment de la marge nette d'intérêt qui continue d'être impactée par la chute des taux directeurs en Egypte, Pologne, Ukraine et Maroc survenue au deuxième trimestre 2020, mais qui se redresse progressivement depuis le troisième trimestre 2020. Les charges sous-jacentes sont également en baisse (-5,2% par rapport au premier trimestre 2020), mais le coefficient d'exploitation sous-jacent (hors FRU) de la BPI hors Italie se dégrade ce trimestre de 2,7 points de pourcentage par rapport au premier trimestre 2020 et s'établit à 66,0%. Le résultat brut d'exploitation sous-jacent enregistre donc une baisse -15,9%. Le coût du risque diminue en revanche de -13,2% par rapport au premier trimestre 2020 pour s'établir à -29 millions d'euros. Le taux de créances douteuses reste faible à 6,9% à fin mars 2021, en hausse de 0,4 point de pourcentage par rapport à fin décembre 2020 et le taux de couverture s'établit à 104%, en baisse de 5 points de pourcentage par rapport à fin décembre 2020. Au final le résultat net part du Groupe sous-jacent s'établit à 19 millions d'euros, soit une baisse de -13,0%.

Par pays :

- CA Pologne<sup>(62)</sup> : le résultat net est positif au premier trimestre 2021 ; le taux de créances douteuses s'établit à 8,0% à fin mars 2021, en hausse par rapport à fin décembre 2020 du fait de l'application de la nouvelle définition du défaut et le taux de couverture s'établit à 102% à fin mars 2021.
- CA Egypte<sup>(62)</sup> : le résultat brut d'exploitation est stable ce trimestre par rapport au premier trimestre 2020 ; le taux de créances douteuses reste faible à 3,5% et le taux de couverture élevé à 154%.
- CA Ukraine<sup>(62)</sup> : le résultat brut d'exploitation enregistre une baisse limitée de -5,0% par rapport au premier trimestre 2020, impacté par des charges en hausse de +2,9% liées à des investissements du réseau ; le taux de créances douteuses est toujours faible à 1,5% et le taux de couverture élevé à 386%.
- Crédit du Maroc<sup>(62)</sup> : le produit net bancaire enregistre une baisse contenue ce trimestre (-1,8% par rapport au premier trimestre 2020), dans un contexte économique toujours difficile ; le taux de couverture reste stable à 94% par rapport à fin décembre 2020.

Dans son ensemble, le pôle Banque de proximité contribue à hauteur de 17% au résultat net part du Groupe sous-jacent des pôles métiers de Crédit Agricole S.A. (hors pôle AHM) sur le premier trimestre 2021 et de 29% aux revenus sous-jacents hors AHM.

<sup>62</sup> Hors effet change

Au 31 mars 2021, les fonds propres alloués au pôle s'élèvent à 8,8 milliards d'euros dont 4,9 milliards d'euros sur la Banque de proximité en France, 3,9 milliards d'euros sur la Banque de proximité à l'international. Les emplois pondérés du pôle sont de 92,2 milliards d'euros dont 51,2 milliards d'euros sur la Banque de proximité en France et 40,9 milliards d'euros sur la Banque de proximité à l'international.

## Activités Hors métiers

Le résultat net part du groupe sous-jacent de AHM s'établit à -210 millions au premier trimestre 2021 en baisse de -16% sur un an. La contribution négative du pôle Activité Hors Métiers s'analyse en distinguant la contribution « structurelle » (-247 millions d'euros) des autres éléments (+36 millions d'euros).

La composante « structurelle » est en hausse de +45 millions d'euros comparé au premier trimestre 2020 et se décompose en trois types d'activités :

- les activités et fonctions d'organe central de Crédit Agricole S.A. entité sociale. Cette contribution négative atteint -260 millions d'euros au premier trimestre 2021, en hausse par rapport au premier trimestre 2020 (+33 millions d'euros) sous l'effet de la poursuite de la baisse des coûts de refinancement et des gains temporaires liés au TLTRO III ;
- les métiers non rattachés aux pôles métiers, comme CACIF (*Private equity*) et CA Immobilier et, depuis le premier trimestre 2021, BforBank intégré en mise en équivalence, en raison de sa détention à 50% par Crédit Agricole SA suite à sa recapitalisation : leur contribution, à +14 millions d'euros au premier trimestre 2021, est en hausse par rapport au premier trimestre 2020 (-2 millions d'euros), du fait chez CACIF d'une revalorisation de fonds et de deals de M&A significatifs. La contribution de BforBank est négative de -6 millions d'euros ce trimestre ;
- les fonctions support du Groupe : le premier trimestre 2021 s'établit à -1 million d'euros en baisse de -4 millions d'euros depuis un an. Les revenus restent stables (notamment CAPS), mais la contribution des mises en équivalence est en baisse.

Les « autres éléments » ce trimestre sont en baisse de -75 millions d'euros comparé au premier trimestre 2020, qui était marqué par volatilité des marchés, générant un effet de base quand à l'impact de des éliminations intragroupes souscrits par Predica et Amundi.

Au 31 mars 2021, les emplois pondérés de ce pôle sont de 26,8 milliards d'euros.

\* \* \*

\*

# Solidité financière

## Groupe Crédit Agricole

Au 31 mars 2021, le ratio Common Equity Tier 1 (CET1) phasé est en légère hausse de +0,1 point de pourcentage par rapport à fin décembre 2020, pour atteindre 17,3%. Ainsi, le Groupe Crédit Agricole affiche un coussin substantiel de 8,4 points de pourcentage entre le niveau de son ratio CET1 et l'exigence SREP fixée à 8,9%, contre 8,3 points de pourcentage au 31 décembre 2020. Retraité du résultat publié et de la distribution de dividendes, le ratio CET1 phasé atteint 16,9%. Le ratio non-phasé, c'est-à-dire hors impact du « phasing-in » IFRS9 intégré au deuxième trimestre 2020 dans le cadre du « Quick fix », atteint 17,0%. Le ratio CET1 a bénéficié ce trimestre de l'effet du résultat publié (+31 points de base) et a été impacté négativement par la variation des emplois pondérés (-17 points de base<sup>63</sup>) qui ont augmenté sur le pôle Grandes clientèles (+2,8 milliards d'euros hors effet change) et en Banque de proximité (+1,0 Mds€ hors effet change dont +1,3 Md€ pour les Caisses régionales). La distribution des dividendes et des coupons AT1 impacte le CET1 du Groupe Crédit Agricole à la baisse à hauteur de -7 points de base. Le poste « Méthodologies & effet réglementaires » contribue à la baisse du CET1 (-10 points de base dont -9 points de base liés à la revue des modèles internes TRIM). Enfin, le poste « M&A, OCI et autres » impacte le ratio à hauteur de +3 points de base avec un impact positif de la cession de Bankoia (+4 points de base) et un impact négatif des réserves OCI (-4 points de base liés à la hausse des taux observée sur la période). Le stock de réserves OCI atteint 18 points de base au 31 mars 2021 (vs 22 points de base au 31 décembre 2020). Le ratio de levier phasé ressort à 5,9%, en baisse de -0,2 point de pourcentage par rapport à fin décembre 2020 (5,4% avant neutralisation des expositions BCE vs 5,6% à fin décembre 2020). Le ratio Tier 1 phasé ressort à 18,3%, le ratio global phasé est à 21,3% et le ratio de levier intra-trimestriel moyen phasé à 5,3% au 31 mars 2021 avant neutralisation des expositions BCE.

## TLAC

Le Conseil de stabilité financière (*Financial Stability Board - FSB*) a défini le calcul d'un ratio visant à estimer l'adéquation des capacités d'absorption de pertes et de recapitalisation des banques systémiques (*Global Systemically Important Banks - G-SIBs*). Ce ratio de *Total Loss Absorbing Capacity* (TLAC) fournit aux autorités de résolution le moyen d'évaluer si les G-SIBs ont une capacité suffisante d'absorption de pertes et de recapitalisation avant et pendant la résolution. Il s'applique aux établissements d'importance systémique mondiale, donc au groupe Crédit Agricole.

Les éléments pouvant absorber les pertes sont constitués par le capital, les titres subordonnés et les dettes pour lesquelles l'Autorité de Résolution peut appliquer le renflouement interne.

L'exigence de ratio TLAC a été transposée en droit de l'Union européenne *via* CRR2 et s'applique depuis le 27 juin 2019. Depuis lors, le Groupe Crédit Agricole doit satisfaire à tout moment aux exigences suivantes :

- un ratio TLAC supérieur à 16% des actifs pondérés des risques (*Risk Weighted Assets - RWA*), niveau auquel s'ajoute, d'après la directive européenne CRD5, une exigence globale de coussins de fonds propres (incluant pour le Groupe Crédit Agricole un coussin de conservation de 2,5%, un coussin G-SIB de 1% et le coussin contracyclique). En tenant compte de l'exigence globale de coussins de fonds propres, le Groupe Crédit Agricole doit respecter un ratio TLAC supérieur à 19,5% (auquel il faut ajouter le coussin contracyclique)
- un ratio TLAC supérieur à 6% de l'exposition en levier (*Leverage Ratio Exposure - LRE*).

<sup>63</sup> Variation des RWA métiers n'incluant pas l'impact des OCI dans la VME assurance, l'effet change, les impacts méthodologiques et réglementaires ainsi que l'impact du M&A

Les exigences minimales de TLAC augmenteront à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2022 à 18% des actifs pondérés des risques – niveau auquel il faudra ajouter l'exigence globale de coussins à cette date – et 6,75% de l'exposition en levier.

Au 31 mars 2021, le **ratio TLAC du Groupe Crédit Agricole s'élève à 25,7% des RWA et 8,3% de l'exposition en levier, hors dette senior préférée éligible**<sup>64</sup>. Le ratio TLAC exprimé en pourcentage des actifs pondérés des risques est en hausse de 20 pb sur le trimestre : la hausse des fonds propres et dette éligible fait plus que compenser celle des RWA. Exprimé en pourcentage de l'exposition en levier (LRE), le ratio TLAC baisse de 15 pb par rapport à décembre 2020, en lien avec la forte progression de la taille de bilan. Sans tenir compte de la neutralisation des expositions Banque Centrale, le ratio TLAC exprimé en LRE aurait atteint 7,6% (*versus* 7,7% à fin décembre 2020). Il est supérieur aux exigences respectives de 19,5% des RWA (d'après CRR2/CRD5, exigence à laquelle il faut ajouter le coussin contracyclique de 0,03% au 31 mars 2021) et de 6% de l'exposition en levier.

L'atteinte du ratio TLAC est soutenue par **un programme d'émission sur le marché en 2021 de 7 milliards d'euros de dettes TLAC**. Au 31 mars 2021, 2,7 milliards d'euros équivalents ont été émis sur le marché ; le montant de titres senior non préférés du Groupe Crédit Agricole pris en compte dans le calcul du ratio TLAC s'élève à 24,2 milliards d'euros.

## MREL

Le ratio MREL (*Minimum Requirement for Own Funds and Eligible Liabilities*) est défini dans la Directive européenne "Redressement et Résolution des Banques" (*Bank Recovery and Resolution Directive - BRRD*). Cette directive établit un cadre pour la résolution des banques dans l'ensemble de l'Union Européenne, visant à doter les autorités de résolution d'instruments et de pouvoirs communs pour s'attaquer préventivement aux crises bancaires, préserver la stabilité financière et réduire l'exposition des contribuables aux pertes. La directive (UE) 2019/879 du 20 mai 2019 dite « BRRD2 » est venue modifier la BRRD et a été transposée en droit français par Ordonnance 2020-1636 du 21 décembre 2020.

Le ratio MREL correspond à un coussin de fonds propres et de passifs éligibles devant être disponibles pour absorber les pertes en cas de résolution. Les niveaux minimum à respecter sont déterminés dans des décisions prises par les autorités de résolution et notifiées à chaque établissement, puis révisées périodiquement.

En 2020, le Groupe Crédit Agricole s'est vu notifié la révision de son exigence de MREL au niveau consolidé et sa première exigence de MREL au niveau subordonné (dans laquelle les instruments de dette senior sont généralement exclus, en cohérence avec les standards TLAC). Ces deux exigences étaient déjà respectées par le Groupe au moment de leur notification. Calibrées sous BRRD, elles sont applicables jusqu'à la prochaine notification qui intégrera les évolutions du cadre réglementaire européen (i.e. BRRD2).

Sous BRRD, le ratio MREL est calculé comme étant le montant de fonds propres et de passifs éligibles exprimé en pourcentage du total des passifs et des fonds propres de l'établissement, après certains retraitements prudentiels (TLOF<sup>65</sup>) ou exprimé en actifs pondérés des risques (RWA). Sont éligibles au numérateur du ratio MREL les fonds propres prudentiels, ainsi que les titres subordonnés, les dettes senior non préférées et certaines dettes senior préférées d'échéance résiduelle de plus d'un an.

**L'objectif du Groupe Crédit Agricole est d'atteindre d'ici fin 2022 un ratio de MREL subordonné (hors dette senior préférée éligible) à 24-25% des RWA et de maintenir le ratio de MREL subordonné au-dessus de 8% du TLOF.** Ce niveau permettrait le recours au Fonds de Résolution Unique (soumis à la décision de l'autorité de résolution) avant d'appliquer le principe de renflouement interne aux dettes seniors préférées, permettant de créer une couche de protection supplémentaire pour les investisseurs en dette senior préférée.

<sup>64</sup> Dans le cadre de l'analyse annuelle de sa résolvabilité, le Groupe Crédit Agricole a choisi de renoncer à la possibilité prévue par l'article 72ter(3) de CRR d'utiliser de la dette senior préférée pour le respect du TLAC en 2021.

<sup>65</sup> TLOF – Total Liabilities and Own Funds, équivalent au bilan prudentiel après netting des dérivés

Au 31 mars 2021, le **Groupe Crédit Agricole présentait un ratio MREL<sup>66</sup> estimé à environ 10% du TLOF et 8,3% hors dette senior préférée éligible**. Exprimé en pourcentage des actifs pondérés des risques, le ratio MREL estimé du Groupe Crédit Agricole atteint environ **32%** à fin mars 2021. **Il s'établit à 25,7% hors dettes senior éligibles**. L'objectif du PMT concernant le MREL subordonné est atteint depuis septembre 2020.

Sous BRRD2, compte tenu de la possibilité d'ajustement à la baisse, à la main de l'autorité de résolution, pour calibrer l'exigence de MREL au niveau subordonné pour le Groupe Crédit Agricole, l'exigence de subordination la plus élevée attendue est le TLAC. Le ratio TLAC actuel se situe à une distance de 6,2 points de pourcentage au-delà de l'exigence au 31/03/2021 et 4,2 points de pourcentage<sup>67</sup> au-dessus de l'exigence attendue à 21,5% (+ coussin contra-cyclique) au 1<sup>er</sup> janvier 2022.

### Seuil de déclenchement du montant maximum de distribution (MMD)

La transposition de la réglementation bâloise dans la loi européenne (CRD) a instauré un mécanisme de restriction des distributions applicables aux dividendes, aux instruments AT1 et aux rémunérations variables. Le principe du Montant Maximal Distribuible (MMD, somme maximale qu'une banque est autorisée à consacrer aux distributions) vise à restreindre les distributions lorsque ces dernières résulteraient en un non-respect de l'exigence globale de coussins de fonds propres.

La distance au seuil de déclenchement du MMD correspond ainsi au minimum entre les distances respectives aux exigences SREP en capital CET1, Tier 1 et Fonds propres totaux.

**Le Groupe Crédit Agricole**, au 31 mars 2021, dispose d'une marge de sécurité de **765 points de base au-dessus du seuil de déclenchement du MMD, soit 43 milliards d'euros de capital CET1**.

**Crédit Agricole S.A.**, au 31 mars 2021, dispose d'une marge de sécurité de **481 points de base au-dessus du seuil de déclenchement du MMD, soit 17 milliards d'euros de capital CET1**.

### Crédit Agricole S.A.

A fin mars 2021, la solvabilité de Crédit Agricole S.A. reste à un niveau élevé, avec un **ratio Common Equity Tier 1 (CET1) de 12,7%** en phasé (c'est-à-dire comprenant l'impact du « phasing-in » IFRS9 intégré au deuxième trimestre 2020 dans le cadre du « quick-fix »), en baisse de -0,4 point de pourcentage par rapport à fin décembre 2020, dont -0,2 point de pourcentage lié au démantèlement de 15% supplémentaire du dispositif SWITCH, **supérieur à l'exigence réglementaire de 4,8 points de pourcentage**. Retraité du résultat publié et de la distribution de dividende, le ratio CET1 en phasé atteint 12,5%. Le ratio non phasé est de 12,5%. Le ratio CET1 a bénéficié ce trimestre de l'effet du résultat publié, générant un impact positif de +31 points de base. La distribution de dividendes et des coupons AT1 a contribué à la baisse du CET1 à hauteur de -17 points de base (dont -14 points de base liés au provisionnement de dividende sur la base d'une politique de 50% de *pay-out*, 0,16€ à fin mars 2021). La contribution des métiers a par ailleurs contribué à la baisse du CET1 à hauteur de -20 points de base<sup>68</sup> et les impacts méthodologiques et réglementaires impactent le CET1 de -12 points de base (dont -11 points de base liés à la revue des modèles internes TRIM). Le ratio intègre un impact négatif de -4 points de base sur le poste « M&A, OCI et autres » lié notamment à l'effet des réserves OCI (-9 points de base en lien avec la hausse des taux observée sur la période). Le stock de réserves OCI atteint 38 points de base au 31 mars 2021 (vs 48 points de base au 31 décembre 2020). Enfin, le démantèlement de 15% supplémentaire du dispositif SWITCH impacte le ratio à hauteur de -20 points de base. Au final, Crédit Agricole S.A. affiche un coussin substantiel de 4,8 points de pourcentage entre le niveau de son ratio CET1 et l'exigence SREP fixée à 7,9%, contre 5,2 points de pourcentage au 31 décembre 2020. Le ratio de levier phasé s'établit à 4,6% à fin mars

<sup>66</sup> Calcul effectué conformément à la BRRD applicable aux exigences en vigueur. Sont inclus les éléments éligibles au MREL émis en externe par toutes les entités du Groupe.

<sup>67</sup> Sur la base du coussin contracyclique applicable au 31/03/21

<sup>68</sup> Variation des RWA métiers n'incluant pas l'impact des OCI dans la VME assurance, l'effet change, les impacts méthodologiques et réglementaires, l'impact du M&A ainsi que l'effet lié au démantèlement de 15% du dispositif SWITCH



2021, en baisse de -0,3 point de pourcentage par rapport à fin décembre 2020 (4,0% avant neutralisation des expositions BCE vs 4,2% à fin décembre 2020). Le ratio de levier intra-trimestriel moyen phasé est à 3,9% avant neutralisation des expositions BCE, le ratio Tier 1 phasé ressort à 14,5% et le ratio global phasé est à 19,0% ce trimestre.

Les emplois pondérés s'élèvent à 348 milliards d'euros à fin mars 2021 et sont en progression par rapport à fin décembre 2020 (+3,7%). La contribution des métiers est positive pour +6,1 milliard d'euros (dont +1,9 milliard d'euros effet change) sous l'effet notamment d'une hausse de la contribution des métiers sur le pôle Grandes clientèles (+2,7 milliards d'euros hors effet change). Les emplois pondérés en Banque de proximité sont en légère hausse (+0,4 Md€ hors effet change). La valeur de mise en équivalence de l'assurance impacte les emplois pondérés à la baisse pour -1,2 milliard d'euros en lien avec l'effet de la hausse des taux sur les réserves OCI. Le poste « Méthodologies, effet réglementaires, M&A » impacte les emplois pondérés à hauteur de +2,4 milliard d'euros sous l'effet notamment de la revue des modèles internes (TRIM : +2,9 milliard d'euros). Enfin, le démantèlement de 15% supplémentaire du dispositif SWITCH impacte les RWA pour un montant de +5,1 milliards d'euros.

## Liquidité et Refinancement

L'analyse de la liquidité est réalisée à l'échelle du Groupe Crédit Agricole.

Afin de fournir une information, simple, pertinente et auditable de la situation de liquidité du Groupe, l'excédent de ressources stables du bilan cash bancaire est calculé trimestriellement.

Le bilan cash bancaire est élaboré à partir des comptes en normes IFRS du Groupe Crédit Agricole. Il repose d'abord sur l'application d'une table de passage entre les états financiers IFRS du Groupe et les compartiments du bilan cash tels qu'ils apparaissent dans le tableau ci-après et dont la définition est communément admise sur la place. Il correspond au périmètre bancaire, les activités d'assurance étant gérées avec leur propre contrainte prudentielle.

À la suite de la répartition des comptes IFRS dans les compartiments du bilan cash, des calculs de compensation (nettings) sont effectués. Ils concernent certains éléments de l'actif et du passif dont l'impact est symétrique en termes de risque de liquidité. Ainsi, les impôts différés, impacts de la juste valeur, dépréciations collectives, ventes à découvert et autres actifs et passifs font l'objet d'un netting pour un montant de 62 milliards d'euros à fin mars 2021. De même, 120 milliards d'euros de repos/reverse repos sont éliminés, dans la mesure où ces encours sont la traduction de l'activité du desk Titres effectuant des opérations de prêts/emprunts de titres qui se compensent. Les autres nettings effectués pour la construction du bilan cash, pour un montant total de 159 milliards d'euros à fin mars 2021, sont relatifs aux dérivés, appels de marge, comptes de régularisation / règlement / liaison et aux titres non liquides détenus par la Banque de financement et d'investissement (BFI) et sont intégrés au compartiment des « Actifs de négoce à la clientèle ».

Il est à noter que la centralisation à la Caisse des Dépôts et Consignations ne fait pas l'objet d'un netting dans la construction du bilan cash ; le montant de l'épargne centralisée (67 milliards d'euros à fin mars 2021) étant intégré à l'actif dans les « Actifs de négoce à la clientèle » et au passif dans les « Ressources clientèle ».

Dans une dernière étape, d'autres retraitements permettent de corriger les encours que les normes comptables attribuent à un compartiment, alors qu'ils relèvent économiquement d'un autre compartiment. Ainsi, les émissions senior dans les réseaux bancaires ainsi que les refinancements de la Banque Européenne d'Investissements et Caisse des Dépôts et Consignations et les autres refinancements de même type adossés à des prêts clientèle, dont le classement comptable engendrerait une affectation au compartiment "Ressources marché long terme", sont retraités pour apparaître comme des "Ressources clientèle".

On notera que parmi les opérations de refinancement banques centrales, les encours correspondant au T-LTRO (Targeted Longer Term Refinancing Operations) sont intégrés dans les « Ressources marché long terme ». En effet, les opérations de T-LTRO 3 ne comportent pas d'option de remboursement anticipé à la main de la BCE ; compte tenu de leur maturité contractuelle à trois ans, elles sont assimilées à un refinancement sécurisé de long terme, identique du point de vue du risque de liquidité à une émission sécurisée.

Les opérations de pension livrée (repos) moyen-long terme sont également comprises dans les « Ressources marché long terme ».

Enfin, les contreparties bancaires de la BFI avec lesquelles nous avons une relation commerciale sont considérées comme de la clientèle pour la construction du bilan cash.

Le bilan cash bancaire du Groupe, à 1 549 milliards d'euros au 31 mars 2021, fait apparaître **un excédent des ressources stables sur emplois stables de 279 milliards d'euros**, en hausse de 14 milliards d'euros par rapport à fin décembre 2020, et en hausse de 147 milliards d'euros par rapport à fin mars 2020.

Dans la continuité des actions déjà menées sur les trimestres précédents, dans le contexte de crise Covid-19, le Groupe a de nouveau pris part en mars 2021 aux opérations de refinancement moyen-long terme « T-LTRO 3 » de la Banque centrale Européenne pour 19<sup>69</sup> milliards d'euros, contribuant à rehausser son niveau de ressources stables. L'encours total T-LTRO 3 pour le Groupe Crédit Agricole s'élève à 152<sup>70</sup> milliards d'euros au 31 mars 2021. *Il est précisé que la bonification s'appliquant au taux de refinancement de ces opérations est étalée sur la durée des tirages et que la sur-bonification sur la période juin 2020 à juin 2021 est étalée sur un an, le Groupe remplissant les critères d'évolution d'encours de crédits entrant dans le calcul du droit à tirage.*

Par ailleurs, le Groupe a enregistré sur le trimestre une hausse nette de l'activité clientèle. La collecte a progressé de 17 milliards d'euros tandis que les crédits et actifs de négoce à la clientèle sont en hausse de 22 milliards d'euros.

L'excédent de 279 milliards d'euros appelé "position en ressources stables" permet au Groupe de couvrir le déficit LCR engendré par les actifs durables et les passifs stables (clientèle, actifs tangibles et intangibles, ressources long terme et fonds propres). Le pilotage interne exclut le surplus temporaire de ressources stables apportées par l'augmentation du refinancement T-LTRO 3, afin de sécuriser l'objectif du Plan à Moyen Terme de plus 100 milliards d'euros, indépendamment de la stratégie de remboursement à venir.

Le ratio des ressources stables sur emplois stables s'établit à 124,3%, en hausse par rapport au trimestre précédent de 0,8pp.

Par ailleurs, compte-tenu des excédents de liquidité, le Groupe demeure en position prêteuse à court terme au 31 mars 2021 (dépôts Banques centrales supérieurs au montant de l'endettement court terme).

**Les ressources de marché à moyen-long terme s'élèvent à 338 milliards d'euros au 31 mars 2021**, en hausse de 17 milliards d'euros par rapport à fin décembre 2020, et en hausse de 110 milliards d'euros par rapport à fin mars 2020.

Elles comprennent les dettes senior collatéralisées à hauteur de 212 milliards d'euros, les dettes senior préférées à hauteur de 80 milliards d'euros, les dettes senior non préférées pour 25 milliards d'euros et des titres Tier 2 s'élevant à 21 milliards d'euros.

La hausse des dettes senior collatéralisées s'explique par la participation du Groupe aux opérations T-LTRO 3 de la Banque Centrale Européenne.

**Les réserves de liquidité du Groupe, en valeur de marché et après décotes, s'élèvent à 461 milliards d'euros au 31 mars 2021**, en hausse de 23 milliards d'euros par rapport à fin décembre 2020, et en hausse de 123 milliards d'euros par rapport à fin mars 2020. Elles couvrent plus de quatre fois l'endettement court terme (hors replacements en Banques Centrales).

---

<sup>69</sup> Hors FCA Bank

<sup>70</sup> Hors FCA Bank

Le niveau élevé des dépôts en Banques centrales résulte du remplacement d'importants excédents de liquidité : ils s'établissent à 218 milliards d'euros au 31 mars 2021, en hausse de 32 milliards d'euros par rapport à fin décembre 2020, et en hausse de 84 milliards d'euros par rapport à fin mars 2020.

Le Groupe Crédit Agricole a par ailleurs poursuivi ses efforts afin de maintenir les réserves immédiatement disponibles (après recours au financement BCE). Les actifs éligibles en banques centrales après décote s'élèvent à 101 milliards d'euros, en baisse de 1 milliard par rapport à fin décembre 2020, et en hausse de 25 milliards par rapport à fin mars 2020.

Les établissements de crédit sont assujettis à un seuil sur le ratio LCR, fixé à 100% depuis le 1er janvier 2018.

A fin mars 2021, le numérateur du ratio LCR (comprenant le portefeuille de titres HQLA, la caisse et les dépôts Banques Centrales, hors réserves obligatoires), calculé en moyenne sur 12 mois, s'établit respectivement à 342,8 milliards d'euros pour le Groupe Crédit Agricole et à 311,0 milliards d'euros pour Crédit Agricole S.A.

Le dénominateur du ratio (représentant les sorties nettes de trésorerie), calculé en moyenne sur 12 mois, s'établit respectivement à 217,3 milliards d'euros pour le Groupe Crédit Agricole et à 202,2 milliards d'euros pour Crédit Agricole S.A.

**Les ratios LCR moyens sur 12 mois du Groupe Crédit Agricole et de Crédit Agricole S.A. s'élèvent respectivement à 157,7% et 153,8% à fin mars 2021.** Ils sont supérieurs à l'objectif du Plan à Moyen Terme d'environ 110%.

Les ratios LCR fin de période au 31 mars 2021 s'élèvent respectivement à 185,9% pour le Groupe Crédit Agricole et 162,4% pour Crédit Agricole S.A.

Dans le contexte de crise sanitaire COVID-19, la hausse du niveau des ratios LCR du Groupe Crédit Agricole et de Crédit Agricole S.A. est en ligne avec le recours du Groupe aux tirages T-LTRO 3 auprès de la Banque centrale.

Le Groupe continue de suivre une politique prudente en matière de refinancement à moyen long terme, avec un accès très diversifié aux marchés, en termes de base investisseurs et de produits.

**A fin mars 2021, les principaux émetteurs du Groupe ont levé sur le marché l'équivalent de 8,9 milliards d'euros<sup>71</sup> de dette à moyen long terme**, dont 33% émis par Crédit Agricole S.A. On peut noter que :

- Crédit Agricole Italia a émis sa première émission en format Covered bond « Green » à 12 ans pour 500 millions d'euros.
- Crédit Agricole next bank (Suisse) a réalisé sa seconde émission en format Covered bond à 10 ans pour 200 millions de CHF (règlement en avril) ;

Par ailleurs, 1,0 milliard d'euros ont également été empruntés auprès d'organismes nationaux et supranationaux, ou placés dans les réseaux des banques de proximité du Groupe (Caisses régionales, LCL et CA Italia) et dans d'autres réseaux externes en 2021.

**A fin avril, Crédit Agricole S.A. a réalisé à hauteur de 44% son programme de financement moyen long terme sur les marchés de 9 milliards d'euros pour l'année 2021** (dont 7 milliards d'euros en dette senior non préférée ou Tier 2).

La banque a levé l'équivalent de 4,0 milliards d'euros<sup>72</sup>, dont 2,2 milliards d'euros en dette senior non préférée et 1,5 milliards d'euros en dette Tier 2, ainsi que 0,2 milliard d'euros de dette senior préférée. Le financement est diversifié en formats et en devises (EUR, USD, AUD, CNY, CHF).

<sup>71</sup> Montant brut avant rachat et amortissement

<sup>72</sup> Montant brut avant rachat et amortissement

De plus, Crédit Agricole S.A. a annoncé l'exercice de l'option de remboursement de l'émission AT1 6,5% pour 1 milliard d'euros (code isin : XS1055037177) pour le 23 juin 2021.

## Annexe 1 – Eléments spécifiques, Groupe Crédit Agricole et Crédit Agricole S.A.

### Groupe Crédit Agricole - Eléments spécifiques, T1-21 et T1-20

En m€	T1-21		T1-20	
	Impact brut*	Impact en RNPG	Impact brut*	Impact en RNPG
DVA (GC)	8	6	(19)	(14)
Couvertures de portefeuilles de prêts (GC)	(7)	(5)	123	83
Provisions Epargne logement (LCL)	(12)	(9)	(11)	(8)
Provisions Epargne logement (AHM)	(4)	(3)	(29)	(20)
Provisions Epargne logement (CR)	(18)	(13)	(75)	(51)
<b>Total impact en PNB</b>	<b>(33)</b>	<b>(23)</b>	<b>(12)</b>	<b>(9)</b>
Don solidaire Covid-19 (GEA)	-	-	(38)	(38)
Don solidaire Covid-19 (BPI)	-	-	(8)	(4)
Don solidaire Covid-19 (AHM)	-	-	(10)	(10)
Don solidaire Covid-19 (CR)	-	-	(10)	(10)
Coûts d'intégration Kas Bank / S3 (GC)	(4)	(2)	(4)	(2)
<b>Total impact en Charges</b>	<b>(4)</b>	<b>(2)</b>	<b>(70)</b>	<b>(64)</b>
Restatement FRU 2016-2020 (CR)	55	55	-	-
Restatement FRU 2016-2020 (AHM)	130	130	-	-
<b>Total impact en FRU</b>	<b>185</b>	<b>185</b>	-	-
Projet de cession en cours (WM)	(5)	(5)	-	-
<b>Total impact en Activités en cours de cession</b>	<b>(5)</b>	<b>(5)</b>	-	-
<b>Impact total des retraitements</b>	<b>143</b>	<b>154</b>	<b>(82)</b>	<b>(73)</b>
<b>Gestion de l'épargne et Assurances</b>	<b>(5)</b>	<b>(5)</b>	<b>(38)</b>	<b>(38)</b>
<b>Banque de proximité-France</b>	<b>24</b>	<b>33</b>	<b>(96)</b>	<b>(68)</b>
<b>Banque de proximité-International</b>	-	-	<b>(8)</b>	<b>(4)</b>
<b>Services financiers spécialisés</b>	-	-	-	-
<b>Grandes Clientèles</b>	<b>(3)</b>	<b>(1)</b>	<b>100</b>	<b>67</b>
<b>Activités hors métiers</b>	<b>126</b>	<b>127</b>	<b>(39)</b>	<b>(30)</b>

\* Impacts avant impôts et avant intérêts minoritaires



## Crédit Agricole S.A. - Eléments spécifiques, T1-21 et T1-20

En m€	T1-21		T1-20	
	Impact brut*	Impact en RNPG	Impact brut*	Impact en RNPG
DVA (GC)	8	6	(19)	(14)
Couvertures de portefeuilles de prêts (GC)	(7)	(5)	123	81
Provisions Epargne logement (LCL)	(12)	(8)	(11)	(7)
Provisions Epargne logement (AHM)	(4)	(3)	(29)	(20)
<b>Total impact en PNB</b>	<b>(15)</b>	<b>(10)</b>	<b>63</b>	<b>40</b>
Don solidaire Covid-19 (GEA)	-	-	(38)	(38)
Don solidaire Covid-19 (BPI)	-	-	(8)	(4)
Don solidaire Covid-19 (AHM)	-	-	(10)	(10)
Coûts d'intégration Kas Bank / S3 (GC)	(4)	(2)	(4)	(2)
<b>Total impact en Charges</b>	<b>(4)</b>	<b>(2)</b>	<b>(60)</b>	<b>(54)</b>
Corrections sur 2016-2020 FRU	130	130	-	-
<b>Total impact en FRU</b>	<b>130</b>	<b>130</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
Projet de cession en cours (WM)	(5)	(5)	-	-
<b>Total impact en Activités en cours de cession</b>	<b>(5)</b>	<b>(5)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Impact total des retraitements</b>	<b>106</b>	<b>113</b>	<b>3</b>	<b>(14)</b>
<b>Gestion de l'épargne et Assurances</b>	<b>(5)</b>	<b>(5)</b>	<b>(38)</b>	<b>(38)</b>
<b>Banque de proximité-France</b>	<b>(12)</b>	<b>(8)</b>	<b>(11)</b>	<b>(7)</b>
<b>Banque de proximité-International</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>(8)</b>	<b>(4)</b>
<b>Services financiers spécialisés</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Grandes Clientèles</b>	<b>(3)</b>	<b>(1)</b>	<b>100</b>	<b>66</b>
<b>Activités hors métiers</b>	<b>126</b>	<b>127</b>	<b>(39)</b>	<b>(30)</b>

\* Impacts avant impôts et avant intérêts minoritaires

## Annexe 2- Groupe Crédit Agricole : résultats par pôle

### Groupe Crédit Agricole – Résultats par pôles, T1-21 et T1-20

	T1-21 (publié)							
En m€	CR	LCL	BPI	GEA	SFS	GC	AHM	Total
<b>Produit net bancaire</b>	<b>3 536</b>	<b>893</b>	<b>711</b>	<b>1 582</b>	<b>644</b>	<b>1 664</b>	<b>20</b>	<b>9 049</b>
Charges d'exploitation hors FRU	(2 267)	(574)	(428)	(783)	(334)	(913)	(204)	(5 505)
FRU	(87)	(59)	(20)	(7)	(24)	(328)	58	(467)
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>1 183</b>	<b>260</b>	<b>262</b>	<b>792</b>	<b>285</b>	<b>422</b>	<b>(127)</b>	<b>3 078</b>
Coût du risque	(153)	(83)	(99)	(7)	(127)	(67)	1	(537)
Coût du risque juridique	-	-	-	-	-	-	-	-
Sociétés mises en équivalence	0	-	-	18	74	2	-	94
Gains ou pertes nets sur autres actifs	10	0	2	1	(0)	0	(0)	13
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>1 040</b>	<b>178</b>	<b>165</b>	<b>804</b>	<b>232</b>	<b>357</b>	<b>(126)</b>	<b>2 648</b>
Impôts	(342)	(65)	(51)	(179)	(50)	(66)	32	(720)
Rés. net des activités abandonnées	-	-	(1)	(5)	-	-	-	(6)
<b>Résultat net</b>	<b>697</b>	<b>113</b>	<b>113</b>	<b>620</b>	<b>182</b>	<b>291</b>	<b>(94)</b>	<b>1 921</b>
Intérêts minoritaires	(0)	(0)	(23)	(109)	(24)	(10)	(2)	(168)
<b>Résultat net part du Groupe</b>	<b>697</b>	<b>113</b>	<b>91</b>	<b>510</b>	<b>158</b>	<b>281</b>	<b>(96)</b>	<b>1 754</b>
	T1-20 (publié)							
En m€	CR	LCL	GEA	BPI	SFS	GC	AHM	Total
<b>Produit net bancaire</b>	<b>3 160</b>	<b>877</b>	<b>1 334</b>	<b>696</b>	<b>647</b>	<b>1 589</b>	<b>64</b>	<b>8 366</b>
Charges d'exploitation hors FRU	(2 263)	(585)	(806)	(450)	(352)	(884)	(208)	(5 548)
FRU	(94)	(35)	(7)	(16)	(20)	(200)	(83)	(454)
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>803</b>	<b>258</b>	<b>521</b>	<b>230</b>	<b>275</b>	<b>505</b>	<b>(228)</b>	<b>2 363</b>
Coût du risque	(307)	(101)	(19)	(117)	(190)	(160)	(37)	(930)
Coût du risque juridique	-	-	-	-	-	-	-	-
Sociétés mises en équivalence	3	-	14	-	72	2	-	91
Gains ou pertes nets sur autres actifs	0	0	4	1	0	(0)	0	5
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>499</b>	<b>157</b>	<b>519</b>	<b>114</b>	<b>157</b>	<b>347</b>	<b>(264)</b>	<b>1 530</b>
Impôts	(238)	(56)	(126)	(38)	(29)	(56)	63	(481)
Rés. net des activités abandonnées	-	-	-	(0)	-	-	-	(0)
<b>Résultat net</b>	<b>261</b>	<b>101</b>	<b>393</b>	<b>76</b>	<b>128</b>	<b>290</b>	<b>(202)</b>	<b>1 048</b>
Intérêts minoritaires	(1)	(0)	(62)	(17)	(19)	(10)	(30)	(140)
<b>Résultat net part du Groupe</b>	<b>260</b>	<b>100</b>	<b>331</b>	<b>59</b>	<b>109</b>	<b>280</b>	<b>(232)</b>	<b>908</b>

## Annexe 3 – Crédit Agricole S.A. : Résultats par pôle

### Crédit Agricole S.A. – Résultats par pôle, T1-21 et T1-20

En m€	T1-21 (publié)						
	GEA	BP (LCL)	BPI	SFS	GC	AHM	Total
<b>Produit net bancaire</b>	<b>1 584</b>	<b>893</b>	<b>693</b>	<b>644</b>	<b>1 665</b>	<b>14</b>	<b>5 493</b>
Charges d'exploitation hors FRU	(783)	(574)	(415)	(334)	(913)	(176)	(3 197)
FRU	(7)	(59)	(20)	(24)	(328)	58	(380)
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>793</b>	<b>260</b>	<b>258</b>	<b>285</b>	<b>423</b>	<b>(104)</b>	<b>1 916</b>
Coût du risque	(7)	(83)	(100)	(127)	(67)	1	(384)
Sociétés mises en équivalence	18	-	-	74	2	(7)	87
Gains ou pertes nets sur autres actifs	1	0	2	(0)	0	(0)	3
Variation de valeur des écarts d'acquisition	-	-	-	-	-	-	-
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>805</b>	<b>178</b>	<b>160</b>	<b>232</b>	<b>358</b>	<b>(110)</b>	<b>1 622</b>
Impôts	(179)	(65)	(50)	(50)	(66)	31	(378)
Rés. net des activités abandonnées	(5)	-	(1)	-	-	-	(6)
<b>Résultat net</b>	<b>621</b>	<b>113</b>	<b>109</b>	<b>182</b>	<b>292</b>	<b>(79)</b>	<b>1 238</b>
Intérêts minoritaires	(114)	(5)	(30)	(24)	(16)	(4)	(193)
<b>Résultat net part du Groupe</b>	<b>507</b>	<b>108</b>	<b>79</b>	<b>158</b>	<b>276</b>	<b>(83)</b>	<b>1 045</b>

  

En m€	T1-20 (publié)						
	GEA	BP (LCL)	BPI	SFS	GC	AHM	Total
<b>Produit net bancaire</b>	<b>1,320</b>	<b>877</b>	<b>670</b>	<b>647</b>	<b>1,587</b>	<b>99</b>	<b>5,200</b>
Charges d'exploitation hors FRU	(806)	(585)	(430)	(352)	(884)	(198)	(3,254)
FRU	(7)	(35)	(16)	(20)	(200)	(83)	(360)
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>507</b>	<b>258</b>	<b>225</b>	<b>275</b>	<b>503</b>	<b>(182)</b>	<b>1,586</b>
Coût du risque	(19)	(101)	(115)	(190)	(160)	(36)	(621)
Coût du risque juridique	-	-	-	-	-	-	-
Sociétés mises en équivalence	14	-	-	72	2	3	90
Gains ou pertes nets sur autres actifs	4	0	1	0	(0)	0	5
Variation de valeur des écarts d'acquisition	-	-	-	-	-	-	-
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>505</b>	<b>157</b>	<b>111</b>	<b>157</b>	<b>345</b>	<b>(216)</b>	<b>1,060</b>
Impôts	(122)	(56)	(37)	(29)	(56)	39	(261)
Rés. net des activités abandonnées	-	-	(0)	-	-	-	(0)
<b>Résultat net</b>	<b>383</b>	<b>101</b>	<b>74</b>	<b>128</b>	<b>289</b>	<b>(176)</b>	<b>799</b>
Intérêts minoritaires	(65)	(5)	(22)	(19)	(16)	(34)	(161)
<b>Résultat net part du Groupe</b>	<b>318</b>	<b>96</b>	<b>52</b>	<b>109</b>	<b>273</b>	<b>(210)</b>	<b>638</b>

## Annexe 4 – Méthodes de calcul du bénéfice par action et de l'actif net par action

### Crédit Agricole S.A. – Calcul du bénéfice par action, de l'actif net par action et du ROTE

(en m€)	T1-21	T1-20	Δ T1/T1
Résultat net part du Groupe - publié	1 045	638	+63,9%
- Intérêts sur AT1 y compris frais d'émission, avant IS	(114)	(157)	(27,4%)
RNPG attribuable aux actions ordinaires - publié [A]	931	481	+93,8%
Nombre d'actions moyen, hors titres d'auto-contrôle (m) [B]	2 915,7	2 883,1	+1,1%
<b>Résultat net par action - publié [A]/[B]</b>	<b>0,32 €</b>	<b>0,17 €</b>	<b>+91,6%</b>
RNPG sous-jacent	932	652	+43,1%
RNPG sous-jacent attribuable aux actions ordinaires [C]	818	495	+65,5%
<b>Résultat net par action - sous-jacent [C]/[B]</b>	<b>0,28 €</b>	<b>0,17 €</b>	<b>+63,6%</b>

(en m€)	31/03/2021	31/12/2020
Capitaux propres - part du Groupe	65 709	65 217
- Emissions AT1	(5 882)	(5 888)
- Réserves latentes OCI - part du Groupe	(2 482)	(3 083)
- Projet distribution de dividende sur résultat annuel*	(914)	(914)
<b>Actif net non réévalué (ANC) attrib. aux actions ord. [D]</b>	<b>56 431</b>	<b>55 333</b>
- Écarts d'acquisition & incorporels** - part du Groupe	(17 476)	(17 488)
<b>ANC tangible non réévalué (ANT) attrib. aux actions ord. [E]</b>	<b>38 955</b>	<b>37 844</b>
Nombre d'actions, hors titres d'auto-contrôle (fin de période, m) [F]	2 916,0	2 915,6
ANC par action, après déduction du dividende à verser (€) [D]/[F]	19,4 €	19,0 €
+ Dividende à verser (€) [H]	0,31 €	0,31€ <sup>73</sup>
ANC par action, avant déduction du dividende (€)	19,7 €	19,3 €
ANT par action, après déduction du dividende à verser (€) [G]=[E]/[F]	13,4 €	13,0 €
ANT par action, avt deduct. du divid. à verser (€) [G]+[H]	13,7 €	13,3 €

\* dividende proposé par le Conseil d'administration et en attente de versement

\*\* y compris les écarts d'acquisition dans les participations ne donnant pas le contrôle

<sup>73</sup> 0,31€ correspond à la part en numéraire de la distribution du dividende

## Indicateurs Alternatifs de Performance

### **ANC Actif net comptable (non réévalué)**

L'actif net comptable non réévalué correspond aux capitaux propres part du Groupe duquel ont été retraités le montant des émissions AT1, des réserves latentes liées aux valorisations par capitaux propres recyclables et du projet de distribution de dividende sur résultat annuel.

### **ANPA Actif Net Par Action - ANTPA Actif net tangible par action**

L'actif net par action est une des méthodes de calcul pour évaluer une action. Il correspond à l'Actif net comptable rapporté au nombre d'actions en circulation en fin de période hors titres d'autocontrôle.

L'actif net tangible par action correspond à l'actif net comptable retraité des actifs incorporels et écarts d'acquisition, rapporté au nombre d'actions en circulation en fin de période hors titres d'autocontrôle.

### **BNPA Bénéfice Net Par Action**

C'est le résultat net part du groupe de l'entreprise, net des intérêts sur la dette AT1, rapporté au nombre moyen d'actions en circulation hors titres d'autocontrôle. Il indique la part de bénéfice qui revient à chaque action (et non pas la part du bénéfice distribué à chaque actionnaire qu'est le dividende). Il peut diminuer, à bénéfice total inchangé, si le nombre d'actions augmente.

### **Coefficient d'exploitation**

Le coefficient d'exploitation est un ratio calculé en divisant les charges par le produit net bancaire ; il indique la part de produit net bancaire nécessaire pour couvrir les charges.

### **Coût du risque sur encours**

Le coût du risque sur encours est calculé en rapportant la charge du coût du risque (sur quatre trimestres glissants) aux encours de crédit (sur une moyenne des quatre derniers trimestres, début de période). Le coût du risque sur encours peut également être calculé en rapportant la charge annualisée du coût du risque du trimestre aux encours de crédit début de trimestre. De manière similaire, le coût du risque de la période peut être annualisé et rapporté à la moyenne encours début de période.

Depuis le premier trimestre 2019, les encours pris en compte sont les encours de crédit clientèle, avant déduction des provisions.

Le mode de calcul de l'indicateur est spécifié lors de chaque utilisation de l'indicateur.

### **Créance douteuse**

Une créance douteuse est une créance en défaut. Un débiteur est considéré en situation de défaut lorsqu'au moins une des deux conditions suivantes est satisfaite :

- un arriéré de paiement significatif généralement supérieur à 90 jours sauf si des circonstances particulières démontrent que l'arriéré est dû à des causes non liées à la situation du débiteur ;
- l'entité estime improbable que le débiteur s'acquitte intégralement de ses obligations de crédit sans qu'elle ait recours à d'éventuelles mesures telles que la réalisation d'une sûreté.

### **Créance dépréciée**

Une créance dépréciée est une créance ayant fait l'objet d'une provision pour risque de non-remboursement.

### **Taux de couverture des créances dépréciées (ou douteux) :**

Ce taux rapporte les encours de provisions aux encours de créances clientèles brutes dépréciées.

### **Taux des créances dépréciées (ou douteux) :**

Ce taux rapporte les encours de créances clientèle brutes dépréciées sur base individuelle, avant provisions, aux encours de créances clientèle brutes totales.



## **RNPG Résultat net part du Groupe**

Le résultat net correspond au bénéfice ou à la perte de l'exercice (après impôt sur les sociétés). Le résultat net part du Groupe est égal à ce résultat diminué de la quote-part revenant aux actionnaires minoritaires des filiales consolidées globalement.

## **RNPG sous-jacent**

Le résultat net part du Groupe sous-jacent correspond au résultat net part du Groupe publié duquel a été retraité des éléments spécifiques (i.e. non récurrents ou exceptionnels).

## **RNPG attribuable aux actions ordinaires**

Le Résultat net part du Groupe attribuable aux actions ordinaires correspond au résultat net part du Groupe duquel ont été déduits les intérêts sur la dette AT1 y compris les frais d'émissions avant impôt.

## **RoTE Retour sur fonds propres tangibles - Return on Tangible Equity**

Le RoTE (Return on Tangible Equity) est une mesure de la rentabilité sur fonds propres tangibles en rapportant le RNPG à l'ANC du groupe retraité des immobilisations incorporelles et écarts d'acquisition.

## **Avertissement**

*L'information financière de Crédit Agricole S.A. et du Groupe Crédit Agricole pour le premier trimestre 2021 est constituée de cette présentation, des annexes à cette présentation et du communiqué de presse attachés, disponibles sur le site <https://www.credit-agricole.com/finance/finance/publications-financieres>.*

*Cette présentation peut comporter des informations prospectives du Groupe, fournies au titre de l'information sur les tendances. Ces données ne constituent pas des prévisions au sens du règlement délégué UE 2019/980 du 14 mars 2019 (chapitre 1, article 1,d).*

*Ces éléments sont issus de scénarios fondés sur un certain nombre d'hypothèses économiques dans un contexte concurrentiel et réglementaire donné. Par nature, ils sont donc soumis à des aléas qui pourraient conduire à la non-réalisation des projections et résultats mentionnés. De même, les informations financières reposent sur des estimations notamment lors des calculs de valeur de marché et des montants de dépréciations d'actifs.*

*Le lecteur doit prendre en considération l'ensemble de ces facteurs d'incertitudes et de risques avant de fonder son propre jugement.*

## **Normes applicables et comparabilité**

*Les chiffres présentés au titre de la période de trois mois close au 31 mars 2021 ont été établis en conformité avec le référentiel IFRS tel qu'adopté par l'Union européenne et applicable à cette date, et avec la réglementation prudentielle en vigueur à ce jour. Ces informations financières ne constituent pas des états financiers pour une période intermédiaire, tels que définis par la norme IAS 34 « Information financière intermédiaire » et n'ont pas été auditées.*

*Note : Les périmètres de consolidation des groupes Crédit Agricole S.A. et Crédit Agricole n'ont pas changé de façon matérielle depuis le dépôt auprès de l'AMF du Document d'enregistrement universel 2020 de Crédit Agricole S.A. et de l'amendement A.01 de ce Document d'enregistrement universel 2020 comprenant les informations réglementées pour le Groupe Crédit Agricole.*

*La somme des valeurs contenues dans les tableaux et analyses peut différer légèrement du total en raison de l'absence de gestion des arrondis.*

*Le 30 juin 2020, l'ensemble des autorisations réglementaires nécessaires ayant été obtenues, Amundi a acquis l'intégralité du capital de Sabadell Asset Management.*

## Agenda financier

12 mai 2021	Assemblée générale à huis clos
5 août 2021	Publication des résultats du deuxième trimestre et du premier semestre 2021
10 novembre 2021	Publication des résultats du troisième trimestre et des neuf mois 2021

## Contacts

### CONTACTS PRESSE CREDIT AGRICOLE

---

Charlotte de Chavagnac	+ 33 1 57 72 11 17	<a href="mailto:charlotte.dechavagnac@credit-agricole-sa.fr">charlotte.dechavagnac@credit-agricole-sa.fr</a>
Olivier Tassain	+ 33 1 43 23 25 41	<a href="mailto:olivier.tassain@credit-agricole-sa.fr">olivier.tassain@credit-agricole-sa.fr</a>
Bertrand Schaefer	+ 33 1 49 53 43 76	<a href="mailto:bertrand.schaefer@ca-fnca.fr">bertrand.schaefer@ca-fnca.fr</a>

### CONTACTS RELATIONS INVESTISSEURS CREDIT AGRICOLE S.A

---

Investisseurs institutionnels	+ 33 1 43 23 04 31	<a href="mailto:investor.relations@credit-agricole-sa.fr">investor.relations@credit-agricole-sa.fr</a>
Actionnaires individuels	+ 33 800 000 777 (numéro vert France uniquement)	<a href="mailto:relation@actionnaires.credit-agricole.com">relation@actionnaires.credit-agricole.com</a>
Clotilde L'Angevin	+ 33 1 43 23 32 45	<a href="mailto:clotilde.langevin@credit-agricole-sa.fr">clotilde.langevin@credit-agricole-sa.fr</a>
<b>Investisseurs actions :</b>		
Toufik Belkhatir	+ 33 1 57 72 12 01	<a href="mailto:toufik.belkhatir@credit-agricole-sa.fr">toufik.belkhatir@credit-agricole-sa.fr</a>
Joséphine Brouard	+ 33 1 43 23 48 33	<a href="mailto:joséphine.brouard@credit-agricole-sa.fr">joséphine.brouard@credit-agricole-sa.fr</a>
Oriane Cante	+ 33 1 43 23 03 07	<a href="mailto:oriane.cante@credit-agricole-sa.fr">oriane.cante@credit-agricole-sa.fr</a>
Emilie Gasnier	+ 33 1 43 23 15 67	<a href="mailto:emilie.gasnier@credit-agricole-sa.fr">emilie.gasnier@credit-agricole-sa.fr</a>
Nicolas Ianna	+33 1 43 23 55 51	<a href="mailto:nicolas.ianna@credit-agricole-sa.fr">nicolas.ianna@credit-agricole-sa.fr</a>
Ibrahima Konaté	+ 33 1 43 23 51 35	<a href="mailto:ibrahima.konate@credit-agricole-sa.fr">ibrahima.konate@credit-agricole-sa.fr</a>
Annabelle Wiriath	+ 33 1 43 23 55 52	<a href="mailto:annabelle.wiriath@credit-agricole-sa.fr">annabelle.wiriath@credit-agricole-sa.fr</a>
<b>Investisseurs crédit et agences de notation :</b>		
Caroline Crépin	+ 33 1 43 23 83 65	<a href="mailto:caroline.crepin@credit-agricole-sa.fr">caroline.crepin@credit-agricole-sa.fr</a>
Marie-Laure Malo	+ 33 1 43 23 10 21	<a href="mailto:marielaure.malo@credit-agricole-sa.fr">marielaure.malo@credit-agricole-sa.fr</a>
Rhita Alami Hassani	+ 33 1 43 23 15 27	<a href="mailto:rhita.alamihassani@credit-agricole-sa.fr">rhita.alamihassani@credit-agricole-sa.fr</a>

Tous nos communiqués de presse sur : [www.credit-agricole.com](http://www.credit-agricole.com) - [www.creditagricole.info](http://www.creditagricole.info)



Crédit\_Agricole



Groupe Crédit Agricole



creditagricole\_sa